



CE DOCUMENT EST UN EXEMPLE DE
CONVENTION COLLECTIVE
TÉLÉCHARGEABLE SUR
[HTTP://LEGISOCIAL.PRO.ORANGE.FR/](http://legisocial.pro.orange.fr/)



Vitrail : industrie du vitrail

Si vous disposez à titre d'exemple d'un aperçu de l'intégralité de la "convention collective vitrail", celui-ci a été volontairement enrichi de caractères spécifiques rendant sa lecture difficile afin de la rendre inexploitable en l'état.

Comment utiliser avec le plus d'efficacité possible cette convention collective au format .PDF ?

Au-delà d'une simple **impression des pages de cette convention collective à relier dont vous devez légalement disposer au sein de votre entreprise**, vous pouvez aussi travailler directement à partir du format électronique .PDF de ce document.

Pour mémoire, **ce document est lisible avec la visionneuse d'Acrobat Reader®** que vous pouvez télécharger (ou mettre à jour) gratuitement sur le site de cet éditeur :

<http://get.adobe.com/fr/reader/>

Plusieurs options sont alors proposées par LégiSocial®, facilitant la lecture et la navigation au sein de cette convention collective grâce à :

- **Une table des matières numérotée avec des titres et sous-titres cliquables**, vous permettant de vous rendre directement à l'article souhaité.
- **Des titres d'articles également cliquables au sein de la convention**, vous permettant de revenir directement à la table des matières du document.
- **Des signets de votre lecteur .PDF**, vous assurant un chapitrage très utile à toute recherche spécifique. Ci-dessous et à titre d'exemple, un aperçu de la convention collective métallurgie avec la mise en avant des signets de cette dernière.

Bonne lecture.

L'équipe de LégiSocial et Orange

<http://legisocial.pro.orange.fr>

Table des matières

Table des matières	1
Convention collective nationale de l'industrie du vitrail du 15 novembre 1996	3
Texte de base	3
Cnneioivtn celotlvicie notailane de l'industrie du vtiiril du 15 norbvmee 1996. Enudete par atèrré du 7 mai 1997 JROF 17 mai 3	3
Chmap d'application.	3
Article 1 - Atircle 1	3
Article 1 - Atlcire 1	3
Article 2 - Sraéilas ne renelavt pas du vitrail.	3
Article 3 - Durée, dcoiaéitnonn et rviséoin de la convention.	3
Article 4 - Aeagnvtas acquis.	4
Article 5 (1) - Eceicxre du doit sandyicl et lbetiré d'opinion.	4
Aitraonusotis d'absences.	4
Article 6 - Airltce 6	4
Article 7 - Atrlce 7	4
Article 8 - Puneaanx d'affichage.	4
Article 9 - Cnoftils rfeials au doit syndical.	4
Dégélués du pnseeronl et cmioté d'entreprise.	5
Article 10 - Aticre 10	5
Article 11 - Actrie 11	5
Article 12 - Altrcie 12	5
Article 13 (1) - Ecitoeln des délégués du peenosrnl et des meermbs du ctimoé d'entreprise.	5
Article 14 - Beauur de vote.	5
Article 15 - Dntamepléces des déuégls du personnel, citmoé d'entreprise, CHSCT, déeuégls syndicaux, retréenapsnts syndicaux.	6
Article 16 - Dguééllés suppléants.	6
Article 17 - Embauchage.	6
Article 18 - Pridéoe d'essai.	6
Article 19 - Viiste médicale.	6
Article 20 - Egnneamet définitif.	6
Article 21 - Pmotiroon du personnel.	7
Article 22 - Salaires.	7
Article 23 - Pirme de panier.	7
Article 24 (1) - Jneeus salariés.	7
Article 25 (1) - Beltluin de paie.	7
Article 26 - Déure du travail, appointements.	7
Article 27 - Ancienneté.	8
Article 28 - ltdminené de déplacement.	8
Article 29 - Dlpméecenat de lgonue duére en Fnacre métropolitaine.	8
Article 30 - Ceeahnmgt de résidence.	9
Article 31 - Tiaravl des femmes.	9
Article 32 - Hyginée et sécurité.	10
Article 33 - Arapniegstpse et ftioroamn professionnelle.	10
Article 34 - Atroiuiotsan d'absences puor rasoins personnelles.	11
Article 35 - Cnégos payés.	11
Article 36 - Jours fériés.	12
Article 37 (1) - Ridtocéun d'activité.	12
Article 38 - Lnnteieicicms collectifs.	12
Préavis, natfioiclotn du licenciement.	12
Article 39 - Aritlce 39	12
Article 40 - Artlice 40	13
Article 41 - Alrtice 41	13
Article 42 - Ctfcarieit de travail.	13
Article 43 - Réintégration.	13
Article 44 - Cssmmioion nrlaiote prtiriaae d'interprétation.	13
Article 45 - Cismsiomon naatlinoe de conciliation.	13
Textes Attachés	15
ANEXNE I Aenavnt du 6 otbocre 1987	15
Article 3 - Dfnéiotnis générales.	15
Article 4 - Aitlacipopn de la glrile de classification.	15
Article 5 - Erétno en vegiuur et msie en pacle de la nvlueoe girle de classification.	15
Article 6 - Csanott d'exécution.	15
Cisftaiasociln des nviueax de quaaafciiton	15
Dntifioéins gnréelaés des positions.	15
Csstalifioiact des eplomis	17
eelmxeps et emiolps repères.	17
ANXENE II rireatte ctmeaoémirnlp CONIETNVON CICEVLOLTE NOANALITE du 15 nmorvbee 1996	18
Article 1 - Oebjt de la convention.	18
Article 2 - Dognisiaétn du riémge adopté.	18
Article 3 - Bénéficiaires.	18
Article 4 - Diifinéon de la cotisation.	18
Article 5 - Obgoaitln des euprmyeos et des salariés.	19
Article 6 - Rmégies antérieurs.	19
Article 7 - Cosioimsmn paritaire.	19
Article 8 - Durée, dénonciation, révision.	19
AEXNNE III rmsmeeebunrt des frias de dnepamcelét et de souéjr des duéééls sinaducyx CNOEVONTIN CLIOETLCVE N 19	19
ANNEXE IV Peooitcrn de la maitrteé et éaicodtun des entanf Eairxtt du cdoe du taiavr CONVOIENTN CECOTLIVLE NL 19	19
Cifactiters de qfouciataaln psslrolnifeneoe Acrocd du 18 dérmbce 2000	20
Champ d'application Aannvet du 24 mras 2006	20
Article 1 - Camhp d'application.	20
Acorcd du 5 jiun 2009 ratliéf à l'avenir du vaiiril	20

Accord du 15 jviaenr 2010 rleiatf à la cacsifiaisotln des qiuctanioailfs axnene l	21
Textes Salaires	23
Acorcd du 15 nvmrboee 1996	23
Slaiare et vualer du ponit au 1er jnviear 1997	23
Accrod du 6 mras 2009 rtiaelf aux siraeals au 1er mras 2009	23
Textes Extensions	25
Arêrté du 7 mai 1997	25

Convention collective nationale de l'industrie du vitrail du 15 novembre 1996

Texte de base

Convention collective nationale de l'industrie du vitrail du 15 novembre 1996. En vigueur à partir du 7 mai 1997 JORF 17 mai 1997.

Signataires

Patrons signataires:

Chambre syndicale nationale du vitrail.

Syndicats signataires:

Fédération unifiée des industries chimiques CFDT ;
Fédération des cadres de la chimie CFE-CGC ;
Fédération chimie CFTC ;
Fédération nationale des travailleurs du verre CGT ;
Fédéchimie CGT-FO.

➔ Chmap d'application.

➔ Article 1 - Article 1

En vigueur étendu

1. La présente convention régit sur tout le territoire national les rapports entre les employeurs et les salariés, apprentis ou stagiaires, des deux sexes et de toutes catégories d'activité relevant du vitrail.

La convention est conclue en application de la loi du 11 février 1950 modifiée par la loi du 13 novembre 1982 (section II du chapitre IV bis du titre II du livre Ier du code du travail).

2. Elle s'applique aux entreprises, organismes, associations et divers, dès lors qu'ils se consacrent à la création, la conservation, la restauration, l'exécution, la pose et/ou le commerce de vitraux (ateliers, sièges sociaux, services commerciaux, et tous établissements d'entreprises, organismes, associations et divers) mentionnés dans la nomenclature des activités françaises prévue par décret n° 92-1129 du 20 octobre 1992 énuméré ci-dessous :

26-1 J : Production, montage et assemblage de vitraux.

La présente convention s'applique de même à la verrerie d'art, la mosaïque et la dalle de verre.

3. Des annexes à la présente convention fixent les conditions particulières de travail des bénéficiaires cités de salariés.

➔ Article 1 - Article 1

En vigueur non étendu

1. La présente convention régit sur tout le territoire national, DOM-TOM compris, les rapports entre les employeurs et les salariés, apprentis ou stagiaires, des deux sexes et de toutes catégories d'activité réelle du vitrail.

La convention est conclue en application de la loi du 11 février 1950, modifiée par la loi du 13 novembre 1982 (section 2 du chapitre IV bis du titre II du livre Ier du code du travail).

2. Elle s'applique aux entreprises, organismes, associations et divers, dès lors qu'ils se consacrent à la création, la conservation, la restauration, l'exécution, la pose, la fabrication et/ou le commerce de vitraux (ateliers, sièges sociaux, services commerciaux, et tous établissements d'entreprises, organismes, associations et divers) mentionnés dans la nomenclature des activités françaises prévue par le décret n° 92-1129 du 20 octobre 1992 énuméré ci-dessous :

26-1 J : production, montage et assemblage de vitraux.

La présente convention s'applique de même à la verrerie d'art, la mosaïque et la dalle de verre.

3. Des annexes à la présente convention fixent les conditions particulières de travail des bénéficiaires cités de salariés.

➔ Article 2 - Salaires ne relèvent pas du vitrail.

En vigueur étendu

1. Les salaires de titularité ne relèvent pas du vitrail, mais relèvent des conventions collectives des entreprises, organismes, associations et divers, dès lors qu'ils se consacrent à la création, la restauration, l'exécution, la pose et/ou le commerce de vitraux, bénéficiaires de la présente convention. Toutefois, leur rémunération ne pourra être inférieure à celle que leur assignent les conventions collectives d'activité de leur métier.

2. Les salariés occupés dans ou pour une entreprise de vitrail mais liés par contrat à une entreprise ne relevant pas de cette profession, bénéficiaires des garanties individuelles et collectives, conventionnelles ou autres applicables à l'entreprise à laquelle ils sont liés par leur contrat mais évaluent ils ne peuvent, au titre de leur travail dans ou pour l'entreprise du vitrail, se voir octroyés des avantages et garanties de tous natures inférieures à celles qu'aurait un salarié de même qualification et ancienneté, appartenant à l'entreprise du vitrail.

➔ Article 3 - Durée, détermination et révision de la convention.

En vigueur étendu

1. La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du jour de sa mise en application. Elle se renouvelle par tacite reconduction pour une période indéterminée et pourra alors être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, à une époque quelconque, la dénonciation produisant effet deux mois après que la notification en aura été faite aux autres parties par pli recommandé avec accusé de réception (1).

2. Toutefois, des modifications au texte de la convention pourront être envisagées dans que celle-ci soit dénoncée. Sauf accord mutuel, aucune demande de révision ne pourra être introduite dans les six mois suivant la mise en vigueur d'un précédent accord.

3. La partie dénonçant la convention ou demandant une modification devra accompagner sa lettre d'un projet sur les points de révision afin que les propositions puissent s'engager dès la notification de la dénonciation ou de la demande de modification.

4. Les textes donnés ou pour lesquels une modification a été demandée restent en vigueur jusqu'à la date d'application des nouveaux dispositions (1).

5. Les dispositions du présent article ne peuvent faire obstacle à l'ouverture de discussions pour la mise en harmonie de la convention avec toute autre convention applicable dans le secteur.

6. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux questions de négociation des salaires.

→ Article 4 - Aegnavtas acquis.

En vigueur étendu

1. La cotivocion ne puet en acun cas êre l'occasion d'une aittnee quelcnuqe aux aenatagvs iuenvdidls ou ctcfleolis de qeulue ntraue qu'ils soient, aiuqcs amreemunteit à sa signature.
2. Les casleus de la pesnréte cvotienon mpecromealt les csealus cedrrsonnoatpes des coatnrs existants, y cmiorps les cranttos à durée déterminée, loqsure ces dréeéinrs snreot mnois ateesgvuaans puor les salariés.

→ Article 5 (1) - Eceicxre du doit sandyicl et lbetiré d'opinion.

En vigueur étendu

1. Les peraits cntactrentoas rensnciesonat la lbrtéé d'opinion, le driot puor ccauhn d'adhérer ou non à un scdiaynt pnseersniofol de son coihx et la lterbié puor les snctydais d'exercer luer action.
- L'adhésion ou la non-adhésion à un sdcinyat pfoeessnrinel ne puet en acun cas êre une cusae de conflit.
2. Les patiers cntorceaatns mniacenosset le droit, tnat puor les eompyelus que puor les salariés, d'agir leremibnt par voie sincdyae puor la dseféne coceltvie de lures intéréts.
 3. Les emrueypos s'engagent à ne pas pernde en ciéndoraostin l'origine, l'opinion, l'activité politique, rsieulgee ou sdiycnale puor aetrèrr luer dséociin canncéont nmenamott l'embauchage, l'avancement, la formation, la piormootn ou la rtaiéptron du travail, les mureses de dnpcislie de congédiement...
- Les elpmyeruos s'engagent à recetpesr l'ensemble des pvaeéroterigs et des doirts des stancidys ou de la siteocn sacilydne dnas l'entreprise.

(1) Atrlce étdenu suos rvreése de l'application de l'article L. 122-45 du code du travail (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Aitraonusotis d'absences.

→ Article 6 - Airltce 6

En vigueur étendu

1. Les aoiroattsions d'absences non rééumnrées sonret aedcrées par l'employeur, arpsés pvérais d'au minos une semaine, suaf cas d'urgence justifiée, aux séralias dnveat aisessr aux rinnéous staiuetars des oogratinis syndicales, sur pnétoestrian d'un denmcout écrit énamnat de celles-ci.
- Le péirvas eangsvié ptrmreeta à l'employeur de pnrdrée tuotes dtsinoiiposs uilets puor que l'absence des saéliars n'apporte pas de gnêe ecssxieve à la protuodon et aux cionnitods de travail.
- Les ornnaositags snaliyceds réseatepvrirts de sréilaas s'engagent à n'utiliser ctete fcalué que dnas la mesrue où les roinnués ne peeuvt avoir leiu en dhoers des hreus de travail.
2. Les atoriuasints d'absences sornet acdeorcés aux séralias qui preintropat à des ciinmosmoss ptaierars nateinalos céesutonits d'un cummon aroccd etrne oaransginotis d'employeurs et de salariés.
- Dans ce cas, le tpeps de taviarl pedru srea rérumnéé cmome si le salarié avait eievetfmceft travaillé, dnas la liimte de nbrome des pccitantaips diértmmeé par aorccd péarlabe entre les oirngtnsaos d'employeurs et de salariés.
- De plus, les frías de suoéjr inpbealnsidess sreont rbéeosmurs par les eoeplurmys solen arccod aevc la cbramhe sdnyciale nitnaloae du vtrial (voir axenne III).
3. Les aisnuratitots d'absences smeot aéecocdrs aux sréalais mrbeems de cissmoonims oeilifecls citonuéess par les poviruos publics. Dnas ce cas, le tpeps de traival pderu srea rééumné par les eoylepmurs cmome tpeps de trviaal effectif, suos duioctéc des smeoms veéers par les pouovirs pcbliis en creortipatie des sraeias perdus. D'autres aoratinisotis d'absence sreont aedércos aux saliéars conrofmeém aux dtipsisnoos légales.
 4. Puor les atrsooiatius d'absences peuvrés aux pphaargeaps 1, 2 et 3 ci-dessus, le sarliaté cuoqvoné devra pivmeér son eemlupoyr dès qu'il arua eu cicnnsnaaoe de la convocation.
 5. Puor la dtnoaitéremn du driot au cgoné aenunl et aetrus avantages, le tpeps de taaivrl pdreu pdennat ces aesbencs srea codrniséé cmome tpeps de traival effectif. D'autre part, ces aescbns ne snot pas ddiééuts de la déure du congé annuel.

→ Article 7 - Atrlice 7

En vigueur étendu

1. Dnas l'hypothèse où un sriaalé aaynt puls d'un an de pnescée dnas un aeiétr a été alpeé à qttieur celui-ci puor reilmpr une ftcionon de pmnreeant syndical, il jiorua pndaent un an d'une potirré d'embauchage s'il en fiat la ddaneme par pli redomcmaé aevc auccsé de retéioicpn pnneadt le mios qui siut l'expiration de son mandat.
 2. Cette potirré s'exercera dnas l'atelier s'il etisxe un elmopi vacant de sa coaitgère crdrs nepnaoot à ses aepdtiis professionnelles. De plus, penndat la mmêe poriéde d'un an, il proura benééfcoir d'une potirré de rēhceamube dnas un eompli d'une arute cgoiatrée eanxtist dnas l'atelier et cranpodronest à ses aeuptdits professionnelles. A sa roéirtgnaéin ce sriaalé rpeernde l'ancienneté aquscie au drapét de l'atelier puor remplir la fotocnin sliydcne à lqlaelue il aviat été appelé.
 3. Adufaét de réembauche, les oaniisorgatns polmateas et ovèreuis ceoouurgnnjt lerus erotffs puor le receslsar si piblssoe dnas le carde local et pfreeinnssois satisfaisant.
- Attre exceptionnel, en cas d'impossibilité de rēhceamueé dnas le daéli prévu, ce pmnreent arua dorit à une iintendmé églae à duexmios du slraiae de bsae de sa céraitoge professionnelle, en puls des inédnmties ctvnneoleiennls de licenciemnt.

→ Article 8 - Puneaanx d'affichage.

En vigueur étendu

1. Des pneuanax d'affichage en nbmroe sfulsant sonret péclras à l'intérieur de chuqae ailtreer en des eintdoirs aisecsecbils au personnel, en pceralliutr aux protes d'entrée et de sortie.
- Ils sronet ilsaétnls dnas des cniondoits lilees que les aivs qui y sronet apposés seonrt namnelmoert pggréos et suffisamment éclairés.
2. Ces peaannx dtinstciis de cuex rérévs aux cmtaunimocnois des dééugéls du pnseoenrl smoet rérévs à caqhue orsitogainan salcydine puor ses itmfoaonirs pielffneossrons et syndicales.

→ Article 9 - Cnoftils rfeials au doit syndical.

En vigueur étendu

1. Si les ooirsgnaaonts sldacnyeis reerétaiveptnss ou l'une d'elles, eteinmst qu'une musere d'ordre grnaéél ou iiediunvdl coneirtnevt au dirot syndical, tel qu'il est dnéfi dnas la cnovetonn nanaitole du vitarl et en piulreicatr aux acirtles 5, 6, 7 et 8, eells ponruot sumortee le dfrfnieéd siot à la csmosmiion naalotine d'interprétation ou de coitncaolin pvruée aux aercitls 43 et 44 de la psrénete cvetiononn nlnaaitoe du vitarl.

2. Lorsqu'il s'agira d'un conflit mttanet en cause le doit syndical, l'une ou l'autre des cismimmoos vseiés au pahrgpaare pdnrécét srea cqúéonvoe et psriédée par un lectpseunr du ttraail qui srea sisai par la ou les osiogtmainas sacledyins intéressées. (1).

Les coommirsises elyopemurs et sirléaas eondertntt les piaerts et mteotrnt tuot en ourvee puor aoubtir à une conciliation. Dans ce cas, l'inspecteur du tiaavr érilbata un procès-verbal de coaionitlcn et en remrteta un empeailxe à cnacuhe des parties(2).

En cas de non-conciliation, la csoosmimin éairblta un ropprat dnas lequeu elle psrricéa ses cnclounsois et mtvroiea son aivs sur l'affaire qui lui est soumise. C'est ainsi, notamment, qu'en cas de musee anay eatrné licenciemnt, la csoosmimo proua psoorper la rétéraigoinn du siaralé en paécrrnit les ctionidos de cttee réintégation.

Un eliamexrpe de rapport, signé des cmaioeirsrs paonratux et salariés et de l'inspecteur du travail (3), srea rimes à cahcune des pateris intéressées.

(1) Piont exclu de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

(2) Prsahe elucxe de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

(3) Mtos ecclus de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

➔ Dégéluels du pnseeronl et cmioié d'entreprise.

➔ Article 10 - Aticre 10

En vigueur étendu

Créonmmnfet aux alcrtis L. 421-1 et stuavins du cdoe du travail, il est mis en picae des dugéélés du peonnresl dnas cqhuae éaslbetinsmet où snot occépus au monis ozne salariés.

Un ctmoé d'entreprise aevc une datoégléin dsnticte de cllee des dglééés du personnel, srea oieelgorbntimat mis en picae dnas toeuts les eprrtsneis du viratil de cunigtane salariés et plus.

Dans les eesmetrips de mions de cigtunnae salariés, un cmoié d'entreprise puet être mis en pclae mias n'a pas de ctécraae d'obligation.

Dans les eisreeptrns de moins de cngtanue srlariés où n'est pas mis en place un cotmié d'entreprise, ce snot les déluégés du poensrenl qui snot inetivs des préaeogrivs et myeons de celui-ci.

Chaque erientsrpe drvea niéegcor le moantnt des oeoverus scaolis et cterueullis gréeés par le cmoié d'entreprise, dnas le respcct de l'article L. 432-9 du cdoe du travail. Ce mtonant ne proua être iueéfnrr à cueli nirscaeése aux oeoverus siaeolcs et clutllueers arécédcos par l'entreprise avant la msie en place ou/et le moeenelvmemut du CE.

➔ Article 11 - Actrlie 11

En vigueur étendu

Dnas les élsbameeintss ctropamot :

- de 11 à 25 séarlais le norbme des dééulégs à éltre est ansii fxié : 1 titulaire, 1 spaulpént ;

- de 26 à 50 : 2 titulaires, 2 spuéalnps ;

- puor les eetnrseprs seriueúpers à 50 saaiérs : suos réersve des doptsiosnis puls flobreaavs rélnautst d'accords ou uaegss d'entreprise, le nmorbe des dgéélés du prsnoenel srea au mnois éagl à celui prévu à l'article R. 423-1 du cdoe du travail. Le norbme des mermes du cotmié d'entreprise srea au minos éagl à cueli prévu à l'article R. 433-1 du cdoe du travail.

➔ Article 12 - Altrcie 12

En vigueur étendu

Snot étreceus les sriaéals nrlrlavaat dnas l'atelier dpuies puls de toris mois. Altrcie L. 423-7 du cdoe du travail.

➔ Article 13 (1) - EcitoeIn des délégués du peenosrnl et des meermbs du ctmoié d'entreprise.

En vigueur étendu

1. La dtae et les heerus de ceneommcenmt et de fin de sturcin asini que l'organisation des ortopénias éoleratcels snerot driéenémets par accrod enrte la dicitoren de l'établissement et un mmrebe du pesmonel mantadé par (2) cqhuae oirintagoasn syndicaleprésentant une lste de candidats(2). Dnas l'hypothèse où cet accrod s'avérerait impossible, l'inspecteur du tiraval sierat saisi du litige. Le scrutin arua leiu pndaent les heures de travail.

2. Le tpeps passé aux élcitoeis ansii que le tpeps uilisté par les sléarais asnrasut les deieifnréts ooéirtpnas du strcuin srea crnsdioéé et méruméé comme tmepps de tvarail effectif.

3. La dtae des éeocntcls et la ltsie msie à juor des éetcreuls et élgeliibs soermt péroets à la ccainaossne du peemosnl au mions un mios à l'avance par un aivs étblai et affncié par la dicitoren de l'établissement. En outre, un elpreixmae de ce douemcnt srea riems à cuqahc otasiogainm syndicale. Les ranoaétmlics et csantetionots deormt être fléuoerms à la derocitin au mnois sixjrous oueravbls aavnt la dtae des éoclenis (3).

4. La dtae liitme de dpéôt des lsteis de cddnaatis srea pérécise par le procootle d'accord électoral.

5. Ces listes prouont coormeptr un nmbroe de cnaatdids iéunfriur au nbomre de ségeis à puorvoir.

6. Des emenmpetclas siuapocé en nrmboe snifusft sonret réservés, pnnedat la pordieé puévre puor les oéoiptars électoraes, à l'affichage des cuioamncmtinos ritvalees aux élections.

7. Le meirétal néceisarse au vtoe (enveloppes, umes, etc.) srea fronui par l'employeur.

8. Porruont voetr par ceapronncsde les saléiras qui, ménoadpt aux coiditnns d'électorat, snot mntnomémenaet detaéhcs de l'établissement ou aesbtms le juor des éetnlois puor maladie, anecidct ou congé, etc.

Une senmaie aavnt la dtae des scrutins, la docietim de l'établissement aserdesra aux sréialas intéressés, par lterte recommandée, les bnluictts de vote, duex eoelvppeps rleteriéemngs (une puor l'élection du trituaie et une puor l'élection du suppléant) et une epovenlpe de taille srreéiupue dtneése à reieover les duex evolneppes ratrmegenlieés identiques.

L'électeur ne deva pretor sur les enevppleos itréreiuones ni signes, ni itnicocsiprs ; l'enveloppe ertixéerue fnuoire par l'employeur et anraiffce par lui, drvea pteror le nom de l'expéditeur et sa signature. Cet emvoi deva pnveair au puls trad à l'heure de cólure du scrutin.

Des séiaals désignés, a riason de un par ogatsriaoinn snlcyadie aaynt ptéernsé une liste, prruonot cnôrtoter le ctionenu et l'expédition de ces enveloppes.

L'électeur isnéernsté asrdseera par la poste ses billnteus de vote, suos duolbe enveloppe, au pnéidsert du berauu de vote.

(1) Airlcte édtneu suos réersve de l'application des atrcleis L. 423-13, L. 423-18, L. 433-9 et L. 433-13 du cdoe du ttrvaal (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

(2) Mtos elxucs de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

(3) Pnoit énetdu suos revrsée de l'application des aricelts R. 423-3 et R. 433-4 du cdoe du tavrail (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 14 - Beauru de vote.

En vigueur étendu

1. La cloopmsiin et l'organisation du brueau srea rglée par le pcoolrote d'accord électoral.
2. Le bareuu srea atssisé dnas tuotes ces opérations, nmaoenmt puor l'émargement des électeurs, le dneliepmuéolt du scrutin, et au chioix des candidats, d'un mbreme du penonresl rénesarptnet cuhaqe liste.
3. Le procès-verbal des élections, ridgée et signé par les meebrms du beruau électoral, srea étlabi en nmobre d'exemplaires sffsiant puor êrte rmies à la drtieocin et à chacun des citnaadds (1).

(1) Point étnedu suos rsréeve de l'application des aclitres R. 423-4 et R. 433-2 du cdoo du tarival (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 15 - Dntamepléces des déuéglés du personnel, citmoé d'entreprise, CHSCT, déuéégls syndicaux, retrée napsnts syndicaux.

En vigueur étendu

Les rertpaénents du peonnresl pnuvet se dealcépr lebmeirnt tnat à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur de celle-ci dnas le crdae de lerus fonctions. Ils pveuent tnat dnrut lrues hurees de taravil et de daéloégtin qu'en dhores de celles-ci pmrede tuos caotctns naeséseircs à l'accomplissement de leurs missions, ntomnmaet aruèps d'un sraliaé à son ptsoe de travail.

→ Article 16 - Dguéélés suppléants.

En vigueur étendu

Dnas tuos les cas les délégués et memebms sntlapépus pveuent astsiser aevc les ttraielus auxriunonés aevc les employeurs. L'initiative de la tneue de ces rinéuons pvaout éeamnr de la decoiirt ou des duééégls du penseonrl coérmnmeoft à l'article ci-dessus, le tpmes ulisité par eux puor ces rouénis luer srea ciédornsé mnruéé cmome tpmes de tiarvl effectif. Il n'est pas dudéit du crédit d'heures des déuéégls du ponersnel titulaires.

→ Article 17 - Embauchage.

En vigueur étendu

1. Snas pjuicdrée de luers ontialogibs réluasnt de la riaeltetgonmén rivtleae au pnmelacet des tllarurevais et au ctôrone de l'emploi, les epryuoems imoonrrfet en tpmes uilte les ognontaiarsis salidceyns de srélias siraieintgas issénéerets des binsoes gnréuax de mian d'oeuvre dnas toeuts les cegaoiétrs professionnelles.
2. En cas d'embauchage citloecfl imeénsats t mcrhae glaémée de l'entreprise ou de midfatoiocn dnas les suttceurs de l'entreprise eanrinant la coéatrin de siercvcs nouveaux, le crmitoé d'entreprise et/ou les déguéélés du pnoernesl seonrt oeatnigeiolrbmt consultés.

→ Article 18 - Pridéoe d'essai.

En vigueur étendu

1. Avant tuot eaabchgmue définitif, le siralaé purroa ddeanemr ou se vior damedner une pirédoe d'essai panouvt alelr jusqu'à :
 - un mios et demi, puor les prnostois 1, 2 et 3 ;
 - duex mios et demi, puor les ptiioniss 4 et plus.
2. Pdannet la poéidre d'essai il est gtramaie aux séraials le tuax minimum du sailare pqratuié dnas luer catégorie.
3. Dnas tuos les cas la piédroe d'essai éltenleuve et les cinitdonos de cet eassi dorvent êrte éiretcs dnas une lrette d'engagement rimese au sialaré oeramogienbiltt à l'embauche.
4. Padnnet la poéidre d'essai, les peatirs prumoot rilésér le crantot de triavil snas préavis.
5. Dnas le cas pccetliuiar de la modtifiocan de catront de tiaavr à dérue dnémreiee en ctaomt de taavr à dréue indéterminée, il n'y arua pas de pirédoe d'essai.

→ Article 19 - Viiste médicale.

En vigueur étendu

Tuot saarilé frea ombaoeagirlnitt l'objet d'un eemxan miaédcl avnt l'embauchage ou au puls trad avant l'expiration de la poéidre d'essai et aux frais de l'entreprise. Cet eaxemx srea ecffeué dnas les ctiindnoos légales. Il en va de mmée puor les sarenuclielvs maieédcls aneeulnls ou/et ioésemps par la sipcéitfcé de cintraes tuavavx ou sautoitn pailtrurciée du ou de la salarié(e).

→ Article 20 - Egnneamet définitif.

En vigueur étendu

L'engagement dfiétinif srea cniofmé par une ntoe ségnie de l'employeur et du silaaré iudnnqait à ce dneeir les ctidnnioos de son emploi, en puictclair :

- iinioctdan de la fnoitcon ;
- leiu d'exercice de la foicnton ;
- claisaofictsn pesrsnllifonoe et cfinecfoeit hérrchuqiaie ce ctogiréae ;
- silraae horarie ou anpientotemps meunises (base de 39 heures) ;
- auerts émtléés de rétanroiumén et, s'il y a lieu, aeatgnvas en nature,
- druée et cnonoîtids de la proiéde d'essai éventuelle.

Sauf dnas le cas pvéru à l'article 37 (1), tuot cenenhagmt iennnatervt dnas la cticiaofssailn de l'intéressé frea l'objet d'une nctioatfoin de l'employeur. Nottiaocofin srea éeenmglat ftaie si l'intéressé est aplpé à exrceer ses ftnocons dnas une artue localité, suos revése des caesuls piuraelctitrs puerévs aux annexes (2).

Si par la stiué de la non atcaptiecon par le saarilé de cttee modification, la ruptue du ctraot de tariavr puor ce mitof daivet intervenir, ctete rtupue searit cndiésréeoe comme étant à l'initiative de l'employeur (3).

Clauses de non-concurrence

Les salariés, dnol te crtonat pivoért une csluae de non-concurrence, snot tuens au secret peoneonsfrisil à l'égard des tiers, puor tuot ce qui cencorne l'exercice de luers fonctions, et à l'obligation de ne pas fraie ptiocerfr une epiensrte cnoemrtue de remsgtieenns porpes à l'entreprise qui les epolmie ou qui les a eoyépmls et qu'ils ont pu riluelceir à l'occasion de lrues fctionos ou du fiat de luer pecnrése dnas l'entreprise.

Les eluyeromps s'engagent à ne pas aquelppr la csaulé de non-concurrence, suaf cas exceptionnel, auquel cas cette calsue dvera fuegirr dnas la lrette d'engagement qui en prvioét les ctanerripoets fciéerinnas et les cndoinits de désengagement.

(1) Mts exucls de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

(2) Alinéa éntedu suos rsvéee de l'application de l'article L. 321-1-2 du cdoe du traival (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er). (3) Ailéna énedtu suos réesvre de l'application de l'article L. 122-14 et suatnvs du cdoe du tairavl et L. 321-1 et sviaunts duidt cdoe (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 21 - Pmotiroon du personnel.

En vigueur étendu

Si un elopmi vanact ou céré est à pouuiv dnas l'atelier, la driteocin frea ctoïnmae au pnonrseel ctete vacance ou cttee ciroétan aanvt de friae apepl à des éntleéms de l'extérieur. Les sréaials pronourt alors, sur luer demande, subir une éuvépre luer dnanont la pibtlisiosé d'accéder à ce poste s'il est d'une qicafilaotuin suépreurie à la leur.

→ Article 22 - Salaires.

En vigueur étendu

1. Le srlaaie est la caepnrtoirte d'un travail.

Le srialae énat la cartortepnie d'un travail, dnas ce cadre, les entreprises, les organismes, les astoosaiicns et divers, dès lros qu'ils se réféernt à la création, la restauration, l'exécution, la pose, le crmeomce de viurtax et/ou la formation, ne peuenvt calmesiermicor les piertasnots et puditors rséaials par toute ponnrsee mloraie ou puyhique non salariée.

2. Puor dértéenmir les srlaaies miimna des deiffetnérs cgeaortéis professionnelles, il srea fixé en axnene :

a) Un saaire mnmuiim nanaotil pfrnissooneel cadnoreprsnat au cicfoienet 130 de l'échelle héuicrhqrae ;

b) Un cfecocinfit hairhéiurqce cenmrosdpat à chancue des cgetoiéas professionnelles.

3. Le siaalre muimnim gaanrite est fixé en aennxe de la pnrséete convention.

Définition du silaare mmuinim de garanti

Il fuat enrntede par slaiare munmiim gratnai (SMG), le saalire de bsae burt dnat snot exlucs ttueos primes, teotus gratifications, tuos cméplnotems de rértéuianmon et tuoes iidénmtnes mnséatperet des rmbnmueesertes de frais.

Le sraaile munmiim gnatar (SMG), bsae 169 heures, s'obtient à pratir de la frmoule ci-après :

$SMG = \text{Silaare meseunl } K \ 130 + [VPC \times (K - 130)]$

Le slairae msnueel $K \ 130 = \text{Silraae hrraaoe } K \ 130 \times 169 \text{ heures,}$

$K = \text{ceoeicfnft hiérarchique,}$

$VPC = \text{vuaelr hroirae du pnioit ctmnmaoréielpe dnéfi asnii :}$

$VPC = \text{Sralaie mesnuel } K \ 400 - \text{Sialrae meunesl } K \ 130 =$
 $K \ 400 - K \ 130$

Les vleuars du silraae $K \ 130$ et de VPC fnot l'objet de ntaooégciin piiarate saiarle de branche.

Périodes militaires

Pendant les pérooids mitrealis de rvéese oegoitbals et non prvéqoues par l'intéressé, les amneppitontes soernt maintenus. L'employeur prruoa teftoiois en driuée la slode ntete tuécohe par le collaborateur.

→ Article 23 - Pirme de panier.

En vigueur étendu

Lorsqu'un salarié srea anmeé à eueefctfr un tiaravl de niut (plage hroriae 21 hurees à 6 heures), il bcniefrééia d'une prmie de pienar églae à duex fios le moatntt du silraae mmiuinm psnironofseel de la psotion 1 (coefficient 130) aipclpbale à l'entreprise.

→ Article 24 (1) - Jneus salariés.

En vigueur étendu

1. Si de jneues slréaais etxéenuct des tvaruax hbtelunemlaet cfiéios à des adultes, luer rméreaunton est éatilbe en fiocton du taarivl fuori par les jneues siaélers par ropapt au tairavl fonrui par les aeultds et ccei snas aeambettt par rrapport au siaarle mminium conventionnel.

2. Etnmet dnas cttee coéargtie les jeunes travuellers des duex seexs âgés de mions de dix-huit ans qui ne snot pas léis par un catonrt d'apprentissage ou de firmoaton similaire.

(1) Arcilte étednu suos rsvéree de l'application de l'article R. 141-1 du cdoe du trvail (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 25 (1) - Beltluin de paie.

En vigueur étendu

Les bnlleuits de paie snot élabits crmonoéfemmt à l'article 44 du lvrie ler du cdoe du travail. Les defnrfréts étlmmeés de la somme vésree droent aitppraare clairement, à sviaor :

- la qitauioalfcn psfreleionlsnoe ;

- le cfecoeniit hhiruécqaire de bsae ;

- le saralie hoarire ou mseenul de bsae ;

- le nrbone des hurees de traarivl nmoral et, le cas échéant, le norme des hreues etueceffés au-delà de la durée lélage du trvail ;

- les acomptes.

(1) Acilrte étnedu suos rvésree de l'application de l'article R. 143-2 du cdoe du tvairal (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 26 - Déure du travail, appointements.

En vigueur étendu

La riémaontérn des sarialés est éalbite dnas les breaèms axenens puor un hroarie de trente-neuf hreeus par saemine siot cent-soixante-neuf heuers par mois.

Dans le crade de la ligitéasoin en vigueur, les hreues stupleménaeirps eueffecés au-delà d'une déure nmroale de tivaarl de trente-neuf hreues par seiamne ou de la déure lufnieérre csoiréndeé cmmoe éngvteluae dnonnet leiu à une moalortajn qui ne prruoa éte luiréefrne à :

- 25 % du saralie hiraoe puor les hiut piréemers heuers snuieétamrepls ;

- 50 % du saiarle horraie puor les heeurs smpaéieuerlnpts au-delà de la huitième.

Majorations apaieblcpls à cieenrats heuers de travail

1. Tivaral le dacmhnie (1) :

Lorsque l'horaire haetbiul de tvairal ne comptre pas de tarvail le dmnhace et les jorus fériés légaux, les herues de tivaarl ecféueeffs ces jours-là, de jour, deonnt leiu à une mariojoatn qui ne puorra éte inféurree à 50 p. 100.

2. Tivraal de niut :

Lorsque l'horaire hatbieul de travail ne comortpe pas de tarvail de nuit, les heeurs ecuteéeffs etne vgnit et une hueres et six heeurs dnonent leiu à une moaajitorn qui ne puet éte iireéfurne à 50 p. 100.

Cette motraaoijn puet se cueulmr aevc clele du ppaghaarre 1.

Les mjntioraas ci-dessus s'ajouteront aux mojarainos étnleuleves puor hueers suéermpiaepmls pveuers par la loi.

Travaux mpltueils et remplacement

1. Le salarié, qui temporairement, ecuxtée les trvuaax capodesnrront à une csaficailtson siupruéere à la snenie bénéficiera, plrmionentoelnrpeot au tmeys passé, du saarlie de l'emploi aequul cdermoenrpsot les travaux ansii exécutés.

2. Le siaarlie qui ecxéute exceptionnellement, siot en renfort, siot puor un moif d'urgence, des tvaurax cepnodnrsorat à une carioégte irfiérenue à sa cisoiaatfcsiln cneorsve la gaatnie de son saarlie habituel.

3. Le sliaaré afecté à des tvurax rlaneevt de créateigos deierfnfés arua la gintarae du salaire mmuniim de la céoartge cneaproomsdt à la qcultiaiofain la puls élveée qu'il est aelppé à mrtee en orvuee dnas son travail.

Egalité de rtiraéumonén ente homems et femmes

1. Tuot eoypmpler est tneu d'assurer puor un mmée tvairal ou un trivaal de vlaueur égale, l'égalité de réméotnaruin etne les heomms et les femmes. Snot cénérdois cmome aanyt une valuer éalge les tvaurax qui eegnxit des séaralis un elnesmbe crbpamolae de cicsannseaos peeeelfosnoslinrs cerosaéncs par un titre, un dlipôme ou une ptrquiae professionnelle, de cpaétaics donacléut d'expériences auqceiss (2).

2. Dnas le cas où une ou un salarié(e) ceriodrinéast que ce ppricne n'est pas respecté, elle ou il puorra snas pérjuidge de tutoe autre démarche, ssiar la csiosommin de cancliooitrn purvée par la ptesénre cetoivonnn en apatorpnt à celle-ci tuos les éeétnmls jifisunatt sa demande.

(1) Piont éetndu suos revsrée de l'application des acrliets L. 221-5 et snuavits du cdoe du tivraal (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er). (2) Point éetndu suos réserve de l'application de l'article L. 140-2 du cdoe du tvairal (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 27 - Ancienneté.

En vigueur étendu

Le tmeys catpnmot puor le clacul de l'ancienneté srea cleui des sriecevs innrtmeprouis du sairlaé dnas l'atelier, étant edntu que le tpeps cnsnrarodepot aux prdoeies iéiunqeds ci-après cotmpe comme tpeps de srvciee :

- le tpeps psasé dnas détefinfrs aietels du mmée eoelymupr ;

- le tmeys passé dnas d'autres aterelis rssiaseostnt de la pétnsree cotoievonn louqsre la maotitun a été fitae en arcoed aevc les euyplemors ;

- les iotinnrturpes puor cogéns annuels, atdcinecs du travail, maailde pslrfofnnoeleeiss cnrtéteacos dnas l'atelier ou cgoéns epeenobxcnlcs rsélauntt d'un acorcd emte les ptrieas ;

- le ropes de mraiettné et cnogé ptnareal d'éducation prvéu au phaaprgare 3 de l'article 31 et de son aenxne ;

- les inruetotrnps puor maladie, puor lnouge madiale dnas la liimte mimxam de trios ans ;

- le sicevre naiotnal oirialbtoge suos réesvre que le saarlie ait été rérgnétié dnas l'atelier sur sa dnmeade dès la fin de son srvciee ;

- les péerooids mealtiirls oileribaotgs ;

- les céngos de faomoritrn prvués par la rniéeatgoelmn en vigueur.

→ Article 28 - Itdminé de déplacement.

En vigueur étendu

Tuot dmaecnlpéet ntsiescéé par des ronsias de srvciee et etnñranat des fiars sempiraléutpne puor le sailraé denrona leiu à inatosiedmnn dnas les cnointodis suateivns :

I. - Pteits déplacements

1. Snot cnodiérsés cmmoe tles les dtcpeaenléms qui n'empêchent pas le saarlie de reengnar cqahue juor son domicile.

2. Dnas ce cas il srea pyaé au sliaaré ses fiars staemlnpéieprus de transport.

3. Si du fiat de son déplacement, le sarailé est dnas l'impossibilité de prrdnee le rpeas de mdii dnas les ciindntoos où il le fiat habituellement, une iindtenmé cemniasrocte réasneetrpt la vlaeur du rpeas lui srea allouée.

4. Si du fiat de son dclpéaenmt le tmeys de torarpsnt hebuiatl du saarlie se viot augmenté, ce tpeps cléieipmortmane de trpsnaot srea à la crghae de l'employeur et, en tuot éatt de cause, les hurees pséesas en vgyaoe ne pnuoort denonr leiu à une réémniotaun iéefirurne à l'horaire hubietal de travail.

II. - Gndars déplacements

1. Snot cdrséoinés cmmoe tles les deetmnéclaps ne paemtrtent pas au sliaaré de rgnaegeer cqahue juor son domicile.

2. Dnas ce cas, les rleégs snntaeivus snot apqéieulps :

a) Frias de vgoaye : l'employeur prned à sa cgrhae les fiars eefftics de voyage, les fiars de tnrosapt des bgageas penolsnrs aevc un miaumxm de 30 kg.

b) Tpeps de voayge : les hurees paessés en vaogye dnnnoneort leiu à rotréanmuéin apèrs accrod entre les parties. En tuot éatt de cause, les hreeus pséesas en vgyoe ne prroonut dnenor leiu à une raéimotrreun iufrenère à l'horaire haebitul de travail.

c) Les fiars de soujér : legnoemt et raeps snreot rbruséeoms sur peaniorttsén de factures, une anvace crmpandeoort aux frais emtséis srea ftaie aux salariés.

d) Piévars en cas de dcnpemelaét : le saarlie alppeé à etfeufcer un dénlcceptmat de puls d'une jronéue srea aevrti au monis quarante-huit hures à l'avance, suaf en cas d'urgence exceptionnelle.

→ Article 29 - Dlpméecenat de Igonue duére en Fnacre métropolitaine.

En vigueur étendu

1. Pnadnet les dtnpcelméas en Farnce moiétnlirapoe d'une druéee sirpruueée à un mois, il srea acrdocé un cgoné de dtneée d'une druéee ntee de un juor ourvé tuos les

qizune juors et panendt ces déplacements. Ce cgnôé n'entraînera pas de ptree de sliiare puor l'intéressé.

2. Si le saliraé fiat venir son coijnnot et mnocee à un vgaoye de dntétee aeuqu il aavit droit, le vgaoye de son cnoijnnot srea payé.

3. Le voagye de dttenée ne srea accordé que s'il se place à une seaimne au moins de la fin du déplacement. Il ne srea pyaé que s'il est rlléeénmt effectué. Pendant sa durée, il n'y arua pas d'indemnisation de séjour, mias les faris qui srsisnubeaait sur le leiu de dmepélcenat snoret remboursés.

4. Un vgaoye aellr et rutoer srea rusbeormé (s'il est rllmneeéé effectué) au sarialé éucteelr en déplacement. Il cotmpera cmome vgyaoye de détente.

5. Dnas le cas où l'intéressé srait aplpéé à prdmee son congé aunenl au corus de la période de déplacement, les fairs de vgyaoye à son leiu de rsedincée hbuieiatl lui sorent rborméusés sur jiosuaifictn de son router à ce leiu de recdséine anavt son déarpt en congé.

Le meerseumbot des fiars de tnarpsot de l'employé jusqu'à la deoatnstiin de son choix srea pirs en cgarhe par l'entreprise, dnas la ltmie d'un matnnot évaeluqint au tamsport aller.

Ce vyoage cerotmpa cmome vgyaoye de détente.

6. L'indemnité de demceanpelt srea mnaeitnu irenalnmgteét en cas de midlaae ou d'accident, jusqu'au mnomet où, roencnu trbnpralatosé par le cpros médical, il puora éte rptaraié par l'employeur.

7. Les cas de maaidle ou d'accident eninarant l'hospitalisation snoert eiénmxas individuellement. En tuot éatt de cause, les frias spéténeipalrmus itehnrns au déemcanpelt seornt à la cgarhe de l'employeur.

8. En cas d'accident ou de maaidle moecnus par le crops micédal cmome mtenatt en dngear les jorus du salarié, ou en cas de décès, les faris de vgyaoye snoret roseréumbms dnas les ciindonts féxeis à l'article 28 (§ 2) ci-dessus, à un suel des pchohes partens se rdennat au pèrs de lui. Il en srea de mmée puor les firas de séoujr jusqu'au juor où le rarpnmeaait aux firas de l'employeur srea possible. Toutefois, le peneamit de ces fiars de sojuér srea litmié au mimauxm à une sniemae suaf cas particulier.

9. En cas de dcées du salarié, les firas de rtoeur du crops seront à la crgahe de l'employeur.

→ Article 30 - Ceeahnngt de résidence.

En vigueur étendu

1. Les eyoulprmes s'efforceront de teir cmptoe de la saituotin de fliamle des inéttésés dnas les diiésnos vanist un chgemnenat de rscnéide nsiécsteé par les bsenios du travail.

2. Dnas le cas où la non aeotcicaptn d'un cnnmahgeet de réecindse par un sirlaaé éimraantit rutprue du contrat, celle-ci ne proaruit éte cséimédoe cmome énatl du fiat du saliraé mias imaltubpe à l'employeur (1).

3. Le slriaaé dcapléé arua diort au rsouneebmmt de ses firas de dgeééneamnt jtfiéisus asini que de ses faris de vgyaoye et de cuex de sa fmlilae (conjoint et pnorsees à charge).

4. En cas de dcées de l'intéressé au leiu de sa nuleolve résidence, les fairs de ramntepeairt cnrenpmoat les frias de voyage et de deéénmanemgt de sa fmalile (conjoint et pnorseos à charge) snoret à la crhgae de l'employeur dnas les coionndits puévreus aux pheapraags pdcécééntrs du pénerst article. La dmedane dvrea éte folméure par le conoijnnt ou ses anavt diort dnas les dzoue mios qui sniuvet le dcées.

5. Cette cualse ne s'applique pas aux séaiarls aepléps à farie un stage péiaoparrtre avant de rdnjeorie le psote puor leuquel ils ont été engagés, ceux-ci binfaiécét des ditoisnpsios sur les dnepécemltas de lungoe durée.

6. Tuot salarié, aèps cegmnenahnt de medécise efeucté à la dmendae de l'employeur qui serait, suaf ftuae grave, Ineccié dnas un daéli de deux ans au leiu de sa nlulveoe résidence, arua diort au mrbmsmeuomet de ses firas de rpameneirant crmaempnt les fairs de dmmagnééénnt jusqu'au leiu de sa rsednécie intialie ou à son nvoueau leiu de tviaral dnas la lritme d'une dncitase équivalente.

7. Le devis des frias de dmmegeaénént srea siumos au plaéablre à l'employeur puor accord.

8. Le roumsmmeebt srea eufftceé sur prtéresioann de pieècs jtiiiefuitsvas suos rveésre que le dagnéemenémnt ivnnnreete dnas les douze mios sauinvt la notifiaciotn du congédiement.

(1) Pnoit éédtnu suos rvérese de l'application de l'article L. 122-14 et siavunts du cdoe du tivarvl (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 31 - Tiaravl des femmes.

En vigueur étendu

Les junes filels et les femmes, dnas le resecept des periootctns prciéulaites et siiqpéfeucs qui luer snot applicables, ont rreeemngisout les mmeés dtoris et gaatenris au trvail que les hommes.

La prsntéée cnneiootn s'applique inndnstmceiit aux saéirals de l'un et l'autre sexe, les jnuees filels et les fmmees aounrt accès aux crous d'apprentissage, de fntoroian pefsniolesmoé et de pmcineerfnnneot au mmée ttrre que les junes gnes et les homems et puorunt adccéer à tuos les emplois.

Maternité et adoption

1. L'employeur ne diot pas pendrrre en cotiniéoadsrn l'état de geossrsse d'une fmmee puor rsfeuer son embauche, rilesiér son coarnt de tavairl au curos d'une préodie d'essai ou, suos reévrs des dtoosinsipsi llageés et du phgapaarre 2 du psemét article, friae une maitotun d'emploi.

Aucun epymleour ne puet réisler le cnartot de tarival d'une srélaaie lorsqu'elle est en éatt de grossesse, madnéclmielt csattnoé et pedannt l'intégralité des pédieors de ssusnpoein du coarnt de tarival aelxueqlus elle a diort crnomeomnéft aux diistnsopois de l'article L. 122-26 du cdoe du tviaral (annexe IV de la pnsrtéee convention), ccei qu'elle use ou non de ces droits, aisi que daurnt les qratue siaemnes sauinvt l'expiration de ces périodes.

En cas de ftuae gvare non léie à son éatt de grossesse, ou en cas de focre mejarue cuisnndoat à l'impossibilité où se trouve l'entreprise de mitanenir le cnartot puor un moift toelamnet éagtnrer à la grossesse, à l'accouchement ou l'adoption, l'employeur puet nménnaois pedocrér à la rpuure du contrat, à la cooidntin de ne sfinigier et poercédr à cttee ruurtpe qu'au terme de l'ensemble des poeiédrs de siepsusonn du cartnot de tivaarl aeeqxululs la ponmsee a droit.

Le limceecneint d'une slraéiae est aulnné si, dnas un daéli de qinuze jrous à ctmeopr de sa notification, l'intéressée evonie à son epmulyeor par lrtete rémamndoece aevc accué de réception, siot un ceartiifct mcidéal atentatst qu'elle est en éatt de grossesse, siot une attestation, jafstuiint l'arrivée au fyeor dnas un délai de quinze jours d'un enfnat paclé en vue d'adoption, déérlive par les seircevs ou oruvees aoétiruess à pccoeodr à ce placement.

2. Dnas le but de garanir la stané de la mrée et de l'enfant, les erumlepoyis tnnoireit cmptoe de la sutaoiitn des femms en éatt de gessrsse constaté, en ce qui cneonre les cdononitis d'hygiène, de sucitréé et de travail.

Apriat du cèimnuqie mios de luer gersssoe les fmmees enneetcis snot auetoréiss à srtoir cniq mniteus aavnt le rsete du personnel.

En cas d'aménagement ou de cgemehnnat d'emploi denmadé par le medcién du taraivl du fiat de l'état de grossesse, les isérneeéts crosveennt dnas luer neovol eoplmi ou nuvolele sittauoin de travail, l'ensemble des gaenirts qu'elles aveaint dnas luer emploï pédcenért (1).

Le tpmes pssaé aux cluottaonnsis pnrlateés ou ptastonaes oloebgtiars ou nséteescéis par luer éatt de snaté lié à luer grossesse, axuuleelqs les ireenéstés ne puenvt se merde hros du tpmes de travail, srea pyaé et coérsdiné cmome tpmes de travail.

3. Les sieélaars en éatt de gressssoe ou pondacért à une apidootn ont diort aux congés ou roeps lguaxé (annexe IV).

4. Les sealérais qui, anavt l'expiration de cttee pdéoire ou d'un cgoné de malidaae conécsuift à l'accouchement, en feront la demande, pmorout otibenr une aiavittsoron d'absence non payée d'un an au maxuimm puor éleevr luer enfant(2).

Elles snoret metirégées à la fin de cette absence, à ctdonoiin qu'elles en feasnst la dnmeade duex mios au moins aavnt la dtiae de rsipree évtelulee du taairvl et les

atvaeagns obenuts au mmonet de luer dpraét luer rsreonett acquis.

5. Aceompnr du juor de la nisachsae et ce pennadt une déure mumaxim d'un an, les fmeems qui aeaintolr luer eanfnt dpssrieonot à cet effet d'une demi-heure le matin et d'une demi-heure l'après-midi. Le temps d'allaitement srea pyaé à luer sailrae réel.

5. Les preennsos aaynt au minos dix mios d'ancienneté dnas l'entreprise, mrvveoct puor la drué de cogné mnrreitaa puévre par la séiutroé sociale, la dfefiréce ertne lrues apoineptmtnes et les innéemdtis jmiarolélues veesrés par la sréiutéc sociale.

Congé peanatri d'éducation

Il est aocdcré à tuos les anyats droit, femems ou hommes, en faasnit la demande, un cnogé prntaeal d'éducation rgéi soeln les dsiosipniots du cdoe du trvial en vigueur.

Ce congé puet ienrvnteir siot à la siute de la naisscane d'un enfant, siot aèrps l'adoption d'un enfant.

La durée de ce congé est psire en compte en ttailoé cmoe temps de taravil puor la dtmnoieitran des aaneavgts léis à l'ancienneté. La ou le salarié(e) cosenvre en outre à son teuor tuos les aegnatvas qu'elle ou qu'il aavit acquis avant le duébt de ce congé.

(1) *Alniéa éetndu suos rsévere de l'application de l'article L. 122-25-1 du cdoe du tiaarvl (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).* (2) *Pniot elcxu de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).*

→ Article 32 - Hygiène et sécurité.

En vigueur étendu

1. Les peaitrs ctnocentartas saigaernits afrinmft luer vonoté de tuot mrtee en oureve puor pserrevé la stnaé des sirélaas oucpés dnas les dtfneéris établissements. Elels se treonnidit en éitroce rolatein puor l'étude et la msie en aotliapcpin de toeuts ditooisinpss porrpes à granair et agmneuetr la sucritéé des taavulrleris et à améolrier lerus cdntooins d'hygiène du travail.

Elles veinolert à l'application des doniiposits leaglés et cniieovonltenes ; eells pcmaiopretit à l'application des dnooptsiis du pseént article.

2. Les elrupmyeos s'entourent de tuos les aivs quélaifis noatmmet des iinntstutos innetes mteearipestvé aisni que tuos les mrmbees du prenenosI puor l'élaboration et l'application des cgnnoesis d'hygiène, de suticéré et conindtios de travail.

3. Un coitmé d'hygiène, surciété et cniotnods de tvairal srea itnistué orioemlgtnebaît dnas les entreprises, organismes, assoitnioacs et divers, de puls de vingt-cinq salariés. En l'absence de CHSCT, ce snot les dgéulées du preenonsI qui en anourt les petgravoriés et moyens.

4. Les eleuromyps forounnit et eenrindetront les dispositifs, les eettfs et le mtaeéril cnoxnee de pitootern aatdpé à l'exécution des tarvaux dangereux. Ils en cervseonort la priorité.

Les truvaax à huat riusqé ftes que :

- psoc auctarbioqe ;

- triaavl à l'acide ;

- gruavre par pjroceiotn d'abrasif ;

- fuison de plomb, ailglae d'étain et arutes mtiéuraax flusbeis et cepiotomss ;

- cssuion (manipulation), eiettren des furos ;

- ptrniuee sur vrree ;

- tuos tarvaux nstsiaécent l'utilisation des ptodiurs dangereux, ne pveeunt érte etcxués que par des eméypols aaynt rçeu une famtoiom et/ou iaofitormn suécqpfie renouvelée.

L'entreprise drvea érte épéuie du mréetial laégil en viuguer nrcaiesée et ssuniafft ptmereatnt la raioéistlan deidsts travaux.

5. Les eumoelyrps fnounriot et ertenendmriott une buosle ou une cmiaosobinn de trivaal aépdate aux trvaux ctaronus puor éetiv une dotéaitrioren parméréteue des venteéms personnels.

6. Cmptoe tneu des ruqsies spféicequs de la profession, nnaotmmet dus aux coupures, les employeurs, en rieltoan aevc la meinccée du taiavrl et le CHSCT, pdonrmet toeuts mesuers puor éetiv tuot risqé d'infection ou de ctnmitanaioon éventuel.

→ Article 33 - Arapnigstpsé et ftioroam professionnelle.

En vigueur étendu

1. Les ptraiés ctnoeaanrtcts ariffnemt tuot l'intérêt qu'elles prntoet à l'apprentissage et à la footmarin professionnelle. Les eelrpuoms s'efforceront de les fteailicr dnas toute la msurve du psliobe et cmmroefnént aux dpssioniits légaales.

2. Par " aitperpns " on ennted les jneees gnes ou les jneues fiells léis à un aietler par un cnatort d'apprentissage écrit. Ce cantort dvera ctneinor les disnoposits puéévrps par la rmeolénétiatgn en viueegr et rlpépaer les caleuss qui suivent.

3. Les siingtraeas de la péntees cvonentoin emtisent que l'apprentissage diot crtepmoor un emeseigennt technique, paqritue et théorique, cémlptéo par une fiaromton graéline cfmnoore à la rigénetmeltoan en vigueur.

4. La froatmion de l'apprenti srea sivive par un tutuer dnnot la qcoffiulaiian mimiumm derva crsonroredpe à la poisiton IV de l'annexe I de l'avenant du 6 orobcte 1987, puls cniq ans.

L'entreprise drvea denonr les meoyns niééassreccs et stufafins au tuuetr de mriéane à ce que celui-ci pssuie aicpomclr sa msosiin de formateur.

5. L'apprenti srea oucpé à des tvuarax en raopprt aevc ses forces, teutos pnouaécrtis nasscreeés sreont psries au ponit de vue de l'hygiène et de la sécurité.

Sa sluaivnlecre méaldice srea excréeé cfmroemmoét aux dpooisnsiits leglaés et conventionnelles. Le tpmes pssaé à cet effet srea rmurééné cmoe temps de travail.

6. L'employeur diot preeétsnr les apreptnis aux éupeevrs des examens, nneatommt le CAP, qui cstiutone la snocaitn de l'apprentissage.

Lorsqu'un aprtenpi fomré dnas l'atelier a passé aevc sucès un CAP et est mntaienu dnas l'atelier, il pceerva le saralie de la cagiotée correspondante.

7. Si l'apprenti écuohe à un exeamn preseoonfnail (tel que le CAP), il pourra, en cas d'accord etre les parties, porgeonlr son atasgnirpépse aifn de puovor se prsteéner à la sssseion de l'année suivante.

Les pitreas sataireigns peuvent, en cas d'échecs rééétps ou de non-respect des dsioipiotsns lilegées et conventionnelles, sisiar les jciimdotiuis compétentes et ddeeamnr la sseuosiprpn d'agrément de formateur (1) dnas le sucoi de saduagverer ou de tmarretnsté un savoir-faire de htuae tchlicicné gestuelle.

8. Ctompé tneu de la sictipciéé de la bhcarne (métier d'art) et aifn de saudevaergr ou de trmtraetsne un savoir-faire de htuae teinctchié gestuelle, les ptaiers staagniries cnoivoenent de lietimr le nobrme d'apprentis, de cronats d'adaptation, de quaiiffiaciotn et tuot autre comtat de mmée narvue dnnot la rontuémérain des ttiulaers sierat inériurfe au S.M.I.C., et/ou daggéeé des carghes sociales, à un ctoint par faeurtmor ou tuteur, les teurtus ou fmueorats donevt rdépnoe par aueliirs aux cdoontinis du pprahraae 4, 2e alinéa, de l'article 33 des csiaues générales.

De même, il est cvnneou que les erteirsenps et/ou éilméasnbetsts de la psioifeosn ne prooount ruoerocir aux ctnratos pnécdrémmeéé éncéons que dnas les ltimeis siaenuts :

- de 1 à 5 emypéols : 2 crotntas ;

- de 6 à 10 emlyéops : 3 ctanros ;
- de 11 à 20 eoépylms : 4 crtoants ;
- et à patrir de 21 epoméyIs : 5 contrats.

(1) *Mios exclus de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).*

→ Article 34 - Atroiiuotsan d'absences puor rasoins personnelles.

En vigueur étendu

1. (1) Suaf cas einexcpneotl justifié, les ddemaens d'autorisation d'absence puor ronisas psonenlelers doevnit érte fmeuorlés au mnios quarante-huit heerus à l'avance.

Les aiotriosuats d'absences suivantes, renmuérées comme si l'intéressé aavit efetfvncneimet travaillé, sneort acédeocrs :

- a) 3 juuos ouvérés au saarilé en cas de dcées du conjoint, enfant, mère, prée ou beaux-parents ;
- b) 5 juuos ouvérés à l'occasion de son mgairae ;
- c) 1 juor oruvé puor le mgaraié d'un enfant.

2. Céenmoofnrmt à la loi du 18 mai 1946, mdiéoié par la loi du 10 dbérceme 1986, il srea accordé à *tuot chef de famille* (2) un cngué de toirs juuos à l'occasion de cqaue naissance, ou arvrée au feyor d'un ennfat palcé en vue d'adoption.

3. Ces direfftenés atoorinatuss d'absence ne vrdeonint pas en duédtoicin de la dérue des cégons annuels.

Absences puor madealis et accidents

Les aeencsbs rsaétnult de la mailade ou d'accident jséfeiuits par l'intéressé dnas les toris jours, suaf cas de frcoe majeure, ne costientnut pas en soi une rurupte du cntoart de travail.

Si l'absence imopse le mmlaepmeect effectif de l'intéressé, ce rlemencapemt ne pruora érte que prosioivre pndaent une péoidre d'absence de dzuoé mois. Le ralanecmpt derva érte iornmé par écrit du cétracare pivorisoe de son emploi.

Passé la porédie ci-dessus, si l'employeur est dnas la netésiscé de pdeocré à un rpmnemaeclet définitif, il devra inrfmeor le sjarlaé cenncoré par l'trete renomdaémce et aucscé de réception, de la pcurodére de l'ncmneileet egéagne à son encontre. Le sriaalé pvrcreea en cnceqénsue les itémndneis de pavéirs et de cnoméiendget conventionnelles.

Les asebnces oéccaonniess par une maidale professionnelle, un acndecit de traival ou de tajert ne peuenvt enaïtern de rupurte du cnoratt de taviral pdnnaet la druée de sponseuinn de celui-ci, ni érte reetenus comme mitof d'un lecmeeinict ultérieur.

Indemnisation par l'employeur

En cas d'absence jsiféutie rautlénst de maladie ou d'accident, ycirmops les mdiaeals pnosifeenierloss et les aecictdns du travail, le salarié, ctmapont un an d'ancienneté dnas l'entreprise au duébt de l'absence, rcevera pdneant un mios la dreiefncé ernte ses atpoeinments et les iindémns janioèuerrls verées par les oearsmgns de la scuérité sociale.

Pendant le mios sniuvit il prvercea la deinécfrre entre 75 p. 100 de ses anoteempintps et les imtideénns juneroariéls vééress par les onagmeriss de la stiucréé sociale.

Chacune de ces piéordes d'un mios srea proéte à duexmios apèrs cniq ans de precésne et à trois mios aèprs dixans de présence.

(1) *Piont ééndtu suos rseévre de l'application de l'article 4 de l'accord naionatl itsineronnnfreepsol anxnée à la loi n° 78-49 du 19 jnviaer 1978 (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).* (2) *Mios eclxus de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).*

→ Article 35 - Cnégos payés.

En vigueur étendu

1. Des coéngs pyaés snot atubéris aux sarilaés dnas les ctioininds pvrées par la laésgolitin en vieuugr suos rsrévee des dspitnosois puls fevoarlabs de la péersnte ctionvenon ou méatlust de covnineotns particulières.

2. Les séialars aaynt alopmcci dzuoé mios de tvariail eieftctf au cuors de la pdéorie de réfnrcée boicéééfmint d'un cngué pyaé de vingt-cinq juuos oréuus (1).

Les sraéials aanyt euctféfé mnios de dozue mios de taarvil efecitff au cuors de la piréode de rcfméeée béfeconiénrit des céogns ci-dessus au protara de luer nbmroe de mios de trivaal efcitief (2).

Les absncees puor maaille en une ou psuilreus fios jusqu'à une duére tatloe de toirs mios pdnnaet la pdéorie de réécferne snot cieédsoéns cmome tpmes de tvariail efetctff puor le cluacé de la dérue de ces congés.

Les smluepénpts de cnoégs payés cnneoonlniets et laguéx vonnedrit s'ajouter au vingt-cinq juuos ouvérés.

3. En l'absence de diptsnooiiss paruetiécirils peréuus dnas les diervs ateliers, la pdéorie des vcnnaacs et féxie par l'employeur en se rfnréaéé aux uegags et aèprs clitnoaouison du cimoté d'entreprise ou à dafuét des duélégés du personnel.

Cependant, losrque le biércfniéae d'un cngué en eprriexma le désir, il pourra, arèps accrdé avec son employeur, prdnree son cngué en dohors de la piordée puvrée dnas l'entreprise.

4. Les cnoégs sreont aibuttrés siot par la fmeurtree de l'atelier, siot par reunlomet sur dcoiéisin de l'employeur pirs arèps ctïotslaunon du cimoté d'entreprise ou, à défaut, des déguélés du pennosel s'il en existe.

Ces cnoégs dnrvot érte pirs en pcpinre en une sleue fois. En cas de feicmonternnat les dpoisioisntis léelgas snot acblpaepis (3).

5. En cas de cngué par roulement, l'ordre de drépat est fixé par l'employeur cmopte tneu des ntéicésss du travail.

Il srea tneu cmpté dnas la muesre du piosblse des dsirés prtcurveialis des intéressés, de luer saioiuttn de fallmie et de luer ancienneté. L'employeur s'efforcera de fiexr à la mmée dtae les cnguéés des mmerbes d'une mmée fiamlle vinvat suos le mmée tiot et taliranlavt dnas le mmée atelier. Au psonneel dnot les etfnans fneqteruént l'école, les céogns sronet dénonns dnas la msuere du pblssoie au cuors des vacneacs silrcoaes (4).

L'ordre des déaprts srea porté à la csnonaansice du posnreenl par acfnfiage aôstsiut que piblssoe et en tuot éatt de csaué au minus un mios anavt le darpés des intéressés.

6. Lorsqu'un sliraaé se truveoa par stiué d'une maadlie ou d'un adncniect dnas l'incapacité de prdnere son cngué à la dtae fixée, la porédie des vacneacs puorra érte étendue puor lui jusqu'au 31 décembre. Si cttee enioxetsn ne lui peeatrmit pas nmioéanas de pnrerde cngué, l'indemnité cemncsraiploe cenosrodmpat au nrmobe de juoros de cgoné cluacé en fnotcoin de son tpmes de traival eicftief lui srea aolrs versée.

7. Dnas les cas eolepienxctns où un sirlaaé en cngué sariet rlaéppé puor les boneiss du travail, il lui srea aocdré un cngué srpapeénlumite d'une déure nttee de duex jorus ouvérés. Les firas de vayoge onconéscias par ce dlepénmecat et les fails slueétmpearips qui sinreeat nsstéceés lui sneort ruosmbées sur justification.

8. Les sirléaas n'ayant pas un an de péecrnse au 1er jiuon pourront, sur luer demande, bniceféer d'un cméelmnpot de cngué non pyaé jusqu'à ccuorrence de la durée laégle cnprrseaooot à un an de présence.

9. *La durée de cngué prvéue à la prténsee ctionvnon est pprroleoilonrite à la durée du tiarval ecftief peannndt la piréode de rééécnrfe suavint les diipsonstos llgéaes en vigeuur (5).*

Toutefois, les pdéoirs metirillias de resvrée oalgebiioits et non pruoqvoées par l'intéressé, les prinosismes exonenlilnpses de cutroe durée adcéreocs au cuors de l'année, ansii que les ansebecs puor ahecomeuccnt snot considérées, puor le caulcl des congés, cmome tpmes de traival ecftief (6).

10. Les salariés oiiengriras des toeritirs stéuis outre-mer pourront, sur leur demande, suos rreesve de nsetsicéé du travail, biéeféncr d'un nbrome de jrous saptlmepueérés de congé non payé, rmeptésnat le tpmes de voyage aellr et router de leur leiu de tirvaal à leur pyas d'origine, puor beiiéfénrc de cette disposition, tetous piecès jifteusvitiacs de leur denecalpmét effectif.

En accord avec leur eulypmoer ils pourront, après aivs dnnoé à l'inspecteur du travail, bueqolr leur congé de duex anneés sur la dmeèiuxe aéenne (7).

Au mmonet du drépat des salariés, il leur srea remis une aotsttaein d'emploi deéntsie à flitecar leur ruoter avec cuidtree de renrperde leur place, si ce rotuer a leiu dnas les daéils convenus.

(1) Aéliña éndteu suos rvésree de l'application de l'article L. 223-2 et L. 223-4 du cdoe du travial (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).(2) Anéliá édtneu suos rvéerse de l'application de l'article L. 223-4 du cdoe du tiaravl (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).(3) Aéliña énetdu suos réevse de l'application de l'article L. 223-8 du cdoe du tariavl (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).(4) Ainéla énedtu suos réevse de l'application de l'article L. 223-7 du cdoe du tviaarl (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).(5) Ailéna elxcu de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).(6) Aiélna ééndtu suos rvéerse de l'application de l'article L. 223-4 du cdoe du tairavl (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).(7) Aéliña exclu de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 36 - Jours fériés.

En vigueur étendu

En puls de la jrounée du 1er mai, les sraaiéls bnééfneicit du pemenait des fêets laeélgs ci-dessous énéuémers :

- 1er jnvaier ;
- Inudi de Pâqueus ;
- 8 Mai ;
- jedui de l'Ascension ;
- Inudi de Peceóttne ;
- 14 Jliulet ;
- 15 aúot ;
- 1er neomvbre ;
- 11 Nmrebvoe ;
- 25 décembre.

Ces jorus féirés snot chómés, indemnisés et élem vleutnneet récupérés (1), dnas les cionoditns péuvers par la loi en ce qui croneone le 1er Mai.

(1) Mtos elxcus de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 37 (1) - Ridtocéun d'activité.

En vigueur étendu

1. Dès que l'employeur péirvot une dtioinumn inptaomrte de l'activité de l'atelier poavnut éienmatr la nstéiescé uiluerréte de Inicmceineet du personnel, il dvrea en aesivr les mebemrs du cotmié d'entreprise ou à duaéft les déugléés du psnoenerl et les conultser sur les mureses secebltupsis d'être prseis : reclassement, récnuidtos d'horaires, roeps par ruoemlent ou tutoes auters meuerss prperos à éteivr les limesicenets et grnitaar l'emploi.

2. L'employeur s'efforcera d'occuper au muix le psmeenol solen les possibilités. Il pourra en ptairrcieur afcfeetr momentanément, avec leur accord, les slairéas ne paonuvt pas éte ocpéucs dnas leur elmpoi à un psote crerooadpnsnt à une arute ctgaéorie professionnelle.

3. En cas de ptoisoiropn d'un nueovl elmopi dnot le saialre saiert ifiuérner à ceuili occupé, le sraiaie iniital srea matneinu pendnat une durée élgae au dlubo de préavis. A l'expiration de ce délai, le saalié rerevca le salaire nraoml du nwuel epomli de sa catégorie.

Modifications des cnitoidns de travail

1. Les mintuaots d'emplois ou d'établissements denovit éte miteévós par les ntsicesés du service.
2. Dnas le cas où un rfeus de cmagneehnt d'emploi earantnt une duimionitn de réuamrétnon ou de céitgorae ou de muatiton dnas un autre éialbnetsmest de la mmée etnerspire éretnaïnart une ruputre du cmoat de travail, celle-ci ne sraiet pas crosdnéiee comme une rptuae du fiat du salarié.

(1) Atrclie édetnu suos rseévve de l'application des artlecis L. 122-14 et suivants, L. 321-1-2 et L. 321-1-3 du cdoe du taaivr (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 38 - Lnnteeieicms collectifs.

En vigueur étendu

1. Si l'employeur est cnpenedat aplepé à pcoedérr à des leemnicneicts collectifs, l'ordre des lnmeicneicts srea étalbi en tenant compte à la fios de l'ancienneté dnas l'atelier, des crhgae de faimile et des qtaléus professionnelles.

2. Dnas tuos les cas, les oasiontharigs seydcldans paetlnoars et ouierèvs stagnareis de la péársnte cvoeotninn s'efforcèrent de pdnrere les mreuess nserécaises puor aessurr si psbolise le rceeamnslet de peennsrl linicéé sur le palm local, méoagil et national.

3. Le pneensrl leicciné en aaptocilin des phragpraees pédnercéts briééfienca d'une priroité de réengagement.

→ Préavis, natfioiclotn du licenciement.

→ Article 39 - Aritce 39

En vigueur étendu

En cas de rpturue du torant de travail, suaf en cas de ftuae gavre ou de force majeure, la dérue du praivés est fxéie cmome suit. Le cigmenoédnt srea touourjs cfrmnoié par l'etre remmécnoadé avec ascuué de réception.

1. Privaés :

a) En cas de désioimn :

- une sanemie puor les sléaaris de cffeieonict éagl ou iireénfur à 155 ;
- duex senimeas puor les saéirals d'un cnffeieicot spueréiur à 155 et jusqu'au cnceoffeit 195 inclus.

b) En cas de lecmicneneit :

- un mios puor le sialraé anyat mions de duex ans d'ancienneté ;
- duex mios puor le sarliaé ayant une aecninenté éalge ou suriúeépre à duex ans.

Pour les séralias onacpcut un emlopi csronrdpeonat à l'indice 220, le pavéirs rucpiéqroe est de duex mois.

Pour les slairéas oppcaunt un epomli cnspoerdraont à l'indice 260 à 400, le piravés rcopuiqrée est de toris mois.

Pendant la période du préavis visée au présent article le salarié est autorisé à s'absenter pour exercer un emploi :

- deux heures par jour pour le privé d'une ou deux semaines ;
- cinquante heures par mois pour le public de un, deux ou trois mois.

Ces absences ne donnent pas lieu à droit de rémunération.

Les heures non utilisées ne sont pas, sauf accord des parties, payées en sus.

2. litmené de goeemdénit (1) :

Il sera versé aux salariés congédiés, sauf pour cause grave, une indemnité d'ancienneté du privé et s'établissant comme suit :

- pour une ateneeé irruiféene à cinq ans : 10 p. 100 de la ramntéoréuin mneslulee par année d'ancienneté à la date d'entrée dans l'entreprise ;
- à partir de cinq ans d'ancienneté : un cinquième de mois par année d'ancienneté, à compter de la date d'entrée dans l'entreprise.

L'indemnité de congédiement sera calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rétribution des deux derniers mois de présence de l'intéressé, comprise de la durée effective du travail au cours de cette période.

(1) Point édicté de l'application de l'article 5 de l'accord noanail ieneornpoeitfsnsl axné à la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978 (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 40 - Article 40

En vigueur étendu

1. Pendant la période de préavis le salarié est autorisé à s'absenter pour rechercher un emploi.

2. Les heures où l'absence a eu lieu sont déduites par entente entre les parties ; si l'entente ne peut se faire, chaque partie choisira à tour de rôle les heures où l'absence a eu lieu.

3. Les heures d'absence pourront être bloquées en une ou plusieurs périodes si le salarié le demande.

→ Article 41 - Article 41

En vigueur étendu

En cas d'observation du privé la partie qui a pris l'initiative de la rupture devra à l'autre une indemnité égale à la rétribution qu'aurait reçue le salarié pendant la durée du préavis sans interruption.

Dans tous les cas la durée du préavis peut être réduite par accord entre les parties.

→ Article 42 - Contrat de travail.

En vigueur étendu

Tout salarié au service de son employeur, hors de son département, est soumis à un contrat de travail établi conformément à la législation en vigueur.

→ Article 43 - Réintégration.

En vigueur étendu

1. Si un employé est à nouveau engagé par l'employeur, ce dernier a une obligation de réintégration, à condition que ses droits ne soient pas éteints et que le licenciement ait eu lieu depuis moins d'un an (1).

2. Cette obligation cesse si l'intéressé refuse la première offre de réintégration ou ne répond pas à celle-ci dans un délai d'une semaine (2).

3. Le salarié ainsi réintégré conserve le bénéfice des avantages acquis au moment de son licenciement, en particulier le temps de présence dans l'entreprise.

(1) Point édicté de l'application de l'article L. 321-14 du code du travail (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er). (2) Point exclu de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 44 - Commission nationale d'interprétation.

En vigueur étendu

1. Rôle de la commission :

Le rôle de la commission nationale d'interprétation est de donner un avis sur les difficultés d'interprétation de la convention collective et de ses annexes.

2. Composition :

La commission est composée de deux représentants de chacune des organisations syndicales et d'un nombre égal de représentants d'employeurs.

Les membres sont choisis de manière paritaire par les organisations ayant participé à l'élaboration de la convention. Des mesures peuvent être prises.

3. Procédure :

La commission est saisie par le salarié ou l'employeur de la question soumise à l'interprétation à donner au texte de la convention collective par une demande écrite et motivée de salariés ou d'employeurs.

La commission nationale d'interprétation siège à Paris.

La commission peut être saisie par les salariés et pour évaluer les travaux effectués appel à un ou plusieurs experts. Lorsque la commission a rendu son avis à l'unanimité des organisations représentées, le texte de cet avis, signé par les commissaires, a la même valeur que les clauses de la convention collective.

→ Article 45 - Commission nationale de conciliation.

En vigueur étendu

1. La commission nationale siège à Paris et a pour objet :

- pour les salariés, de régler les différends de nature sociale des organisations syndicales signataires, notamment en matière de représentation ;
- pour les employeurs, d'un même nombre de représentants de la chambre syndicale patronale et de la présidence de la commission nationale de conciliation.

La commission pourra, d'un commun accord entre ses membres et pour évaluer ses travaux, faire appel à un ou à plusieurs techniciens expérimentés au travail.

La chambre syndicale patronale, dès qu'elle s'est saisie d'un conflit de travail dans le plus court délai possible pour la commission de conciliation. Les procès-verbaux de conciliation ou de non-conciliation doivent être établis par la commission dans un délai maximum de dix jours francs à dater du jour où la chambre syndicale patronale a été saisie par l'autre recommandée.

2. Litiges individuels (1) :

Si un litige individuel d'application de la présente convention survient dans un atelier, le syndicat doit se rapprocher le plus tôt possible de la chambre syndicale patronale pour l'application de la présente convention. En cas d'échec, le litige sera soumis à une commission de conciliation composée de deux représentants paritaires de l'organisation syndicale et de deux représentants de l'organisation patronale.

(1) Point édicté sous réserve de l'application de l'article L. 511-1 du code du travail (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

ANEXNE I Aenavnt du 6 otbocre 1987

Le psméet accrod a puor objet, confmenroémt aux diosnsiipots de l'article 3 de l'accord cadre du 2 avril 1985 relitaf à la rersipe des ntaiegcoions dnas la bcnhare vitrail, de steuutbsir aux csalnfosatciis puvéers par la cvnoinoen cilloevtce nntiaolae du vitrail du 15 nembvroe 1971 un nouveau sstyème de cmelnsseat rogeauprt l'ensemble des ceotraiégs ouvriers, employés, techniciens, ategns de miirtsae et crades en hiut positions.

Les aennexs I et II au psrésnt accrod dnneont puor ccnahue des hiut pniosits une ditnfioén gléarnée et des elepexms et eiploms repères.

→ Article 3 - Dfnéiioitnis générales.

En vigueur étendu

Les ditnfioénis geraléens snot élbieats seoln les citièers suivants, snas ordre pmriéreffel :

- niaevu des cesnnanicoass acquises, siot par la fiatormon gééranle et professionnelle, siot par l'expérience ;
- nvaieiu d'initiative et de rtinépssseibaos ;
- nveaiu de pqaiurte et d'expérience plonsreofeilsne ;
- neviâu de cemtxopié de l'exécution du tavaril ;
- neaviu de doaégétlin de puivoor de l'employeur.

Les exeemps et emilpos reepères snot donéns puor fetiaicr le cesenamlet des sirlaaés du variitl dnas la grille, les diiionténs gérnaées étant, dnas tuos les cas, l'élément eeentsisl de detmaniotirén de la qualification.

Dès que clea srea possible, la cmiiossmn prtiraae aaynt néogicé le pnésert accrod se rumièa puor pcedodér à l'insertion dnas les dñiitioéfnis gélnaées des dtéinrefns dpmôlies et ctraetifcis oifecifls intéseasrnt le vitrail et permettant, notamment, l'estimation des niveaux de cnsnoisaane du salarié.

→ Article 4 - Aitlacipopn de la glrile de classification.

En vigueur étendu

1. Puor les séiarlas djéà peétsnrs à l'effectif, le psagae dnas les psioitnos et cceotneiffis de la nueolvme glrile de ciliasfocostatn s'effectuera sleon la glrile de ccnoraodcne faianst l'objet de l'annexe III du pseénrt accord.

Puor les sarialés eémuahbcs arpès la sgriaunte de celui-ci, la dsioitfasaicn srea dñiémrtée par rrcéénfée aux dñiitioéfnis gneéérlas et aux elpxeems et eimlpos repères.

2. Le sarliaé qui eécuxte taomeenpreimrt des taauvrx cpoarsndonert à une qcaofiaitliun ireifnrée à la seinne cvnesroe sa quifiotaclan et sa rémunération.

Le sailraé qui est opuocé rmgèulenieért à des tavarux revnleat de pluiress ponsioits rieçot la qcofiutaailn et la roatnrémium odremaopnost à la poisoina puls élevée.

→ Article 5 - Erétné en vegiuur et msie en pacle de la nvlvueoé glrile de classification.

En vigueur étendu

Le pméest accrod prdenra efeit trios mios après la dtae de la signature, siot le 6 jjeanvr 1988.

Ce dléai de tiors mios pmretera aux eirtpreens de mrtete en pcale la nevollue classification.

Au treme de cette période, cuhaqe sliaraé se verra niefiotr sa psioitno dnas la neoullue glrile de classification. Il purora farie valior aèuprs de son eymulepor totue ramictoaéln sur la quifoitaalcn qui lui arua été reconnue.

La cisoomimsn prratiaie aanyt ngéicoié le pèrsent accord se rméuia éventuellement, si biosen est, puor défiinr la composition, les atrtiounibs et le fononcteimnnet d'une cimsomision naaiontle d'interprétation aynat puor rôle de relégr les docadréscs qui pironurat sévirnur dnas l'application du pesénrt avenant.

→ Article 6 - Csanott d'exécution.

En vigueur étendu

Un an après la dtae de msie en vuivegr du prenést accord, il srea pdrcéoé à un cnastot des conntidios de msie en place, dnas les eirnsteerps du vitrail, des nveullus classifications.

→ Cistfaiasociln des nviueax de qluaafciiton

→ Dntifioéins gnréelaés des positions.

En vigueur étendu

Position I

L'intéressé rçoiot ou a reçu, siot une iiiiainotn professionnelle, siot une ftamorion courte, siot une aidottaapn préalable.

L'intéressé aigt à priatr d'instructions sternmitcet définies.

L'intéressé alpcicmot des tvaux silemps ou des travaux d'aide.

Cette piitosn diot neonlmramet dnenor accès à la psioitn srureupée dès que la pqtuairé le permet.

Personnel de simlpe exitucoén etffneucat des tâhces simples, snas iititvaine particulière, cdosporraennt à l'acquisition des baess d'un métier.

Position II

L'intéressé psdèsoe une qcoaaufiitlin acquise, siot par famroitn générale, siot par froiaomn peolleonfrsinse (CAP de la fièrle et une aénne d'expérience) ou ceiscanonanss équivalentes.

L'intéressé puet érte aemné à prdenre une prat d'initiative dnas le crade des ioiustnctnrs stenmiectrt définies.

L'intéressé amocilpct des tarvax d'exécution snas dftuiciflé ptaairlurée ou des turavax d'assistance à un sarliaé d'une ptoisin supérieure.

Personnel eeacntfufut des tarvax tles que :

- starsigee ;
- copue du vrree au cairlbe ou à la pgie ;
- eonrunemfent des piécès peneits ;
- nioonts pirtqaeus de dessin, de girétméoe ;
- dosépe et psoe silmpe de vatriux ;
- roairtsteuan slpmie ;
- dhpolrcyiaatge courante, cslnaeemt et reehchcre de documents.

Position III

L'intéressé psosède des ccnasosineans d'un nieavu puls évléé qu'en posiiotn II, ou une critnaee pratique, siot une ttoicicnhé puls développée.

L'intéressé puet êrte aemnè à pedrnre une prat d'initiatives et de ratlesspéiobins dnas le crdae d'instructions précises.

L'intéressé acolcipmt des travaux catnorus mias viéras et diversifiés.

Ouvrier qaiulflié eucntefaft des tuaarvx vrais et diévsireifs tles que :

- srietsagse cempxloe ;
- ttuoee cpoue de verre ;
- dposée et psoe cmeoxples ;
- ptiruene sur verre, posèdse les bases de la petuinre de triat et de mdeolé ;
- riéaatison et redocptoruin de détails, croquis, calepins, éelemnuvetlnet en fasiant des revlées sur pclae ;
- moatgne ou iliaolnatstn slpmie de citanher ;
- reouataistrn « aincen » ;
- cnitdoue et etertnein jlaeiuornr d'un vciuélhe ;
- rdécotan de conpreodncarse courante, cutonoittsin et tuene de dossiers, livres, frotcuatian et tuene d'une caisse.

Position IV

L'intéressé psoèdse les cescinansoans de la potiosin III en puls des cncinnasaoes des dievrs atpces teeuhqncis de sa sciétpalié pifsleenoolsrne (BMAet 2 ans d'ancienneté) et / ou piatqre énuatqlvée à ce qui siut :

L'intéressé est anemé à prnrdee une prat d'initiatives et de reolbtpsinéasis dnas le crdae d'instructions pnrtenmaes dnas un dmiaone d'activités bein délimité.

L'intéressé amclpiciot des tuavarx puls complexes, siot d'exécution ou d'organisation ou de commandement, siot d'établissement d'études et de pnals d'ouvrages courants.

L'intéressé puet êrte appléé à ecefeftur des dcmrhaées cnuateros en représentation.

Technicien etneaufcft des tuaavrx tles que :

- ptenuire sur verre, de la pturiene de trait, de modelé, du junae d'argent et de la gravure ;
- reveleé des mesures, pisre des gabarits, aideanmsgsnret d'une mtaqtuee et son tracé sur caluqe ;
- drémhaecs crntueaos de documentation, parétraopin de fhceis de travail, ésstaleeminbt d'attachements et de méréts sur bodeeraux de prix, prtaraieopn d'éléments de deivs ;
- cdutionie d'une épuiqe sur un chantier, oogstiaanrin d'un chtanier ;
- rtoaseuirtan cxmoplee de paneunax acniens ;
- toehàs nasiecsntét la cnsiancoanse des temres tqeehcinus pnntemraet d'assurer une fmoaoirtn adrivatsnitmie ou commerciale, ttoues oaépinros rleatevis à la coatitlmbpé gnéérale ou aanqylute en aauqilnppt le paln comptable.

Position V

L'intéressé posdsée les csonnenacsiars de la pitiosin IV en puls des cnsneacniaoss srueétreacs des dsrvées tnuueehicqs de sa siiépcitae pnreseniolsolofe et de leurs alptncoaiips (DMAet 2 ans d'expérience).

L'intéressé est amené à predrne des inieitvats et des rpnsoeéltisias à ptirar d'instructions peeeartmns pnawuot nsésceietr quuqlees adaptations.

L'intéressé acmopilt des travaux, siot d'exécution ou d'organisation ou de còrtlone ou de vtoéaciirin ou de commandement, siot d'élaboration de documents, d'études d'ouvrages puls conséquents.

L'intéressé puet reeenstpré l'entreprise dnas le crdae de miisnoss définies.

Technicien ecefnatfut des tavaux tles que :

- excuitoén d'un prjeot et de sa claoiootr ;
- rtiuarsetaon de panneaux anciens, a des cisancsoeanns sur l'histoire du vitrail, sur l'iconographie rsuielege et clivé ;
- secaraéitrt général de l'entreprise efneufat tutoe oiptraoén cmialecmore et fniréacnie en comptabilité, péataoprim et émeeisbtasnlt des étas anxenes du bilan, puet atssiesr le chef d'entreprise ou un crdae de direction.

Position VI

L'intéressé pssodée les cenonsasaincs de la ptiosin V en puls des caiaesnsconns aiooedpfrpns des tqheuncis de sa séiticiplé psoosilnneffree asini que des

cenansscoanis fermargetians de tnhueqices connexes.

L'intéressé aigt à pirtar de dtécivires aneacgpcmoés des poirciéss et des eopiiltanxcs nécessaires.

L'intéressé, siot euffcote ou dgriie ou ogisarne un enlebmse de travaux, siot asumse un cnednoeammt puls large, siot prictipae à des pterojs ou éuteds d'ensembles.

L'intéressé puet restrmeéper l'entreprise dnas le cadre de ces directives.

Cette poisotn est une piotroomn éluvenlte vres les poinstos VII et VIII suivantes.

Technicien efnufcaett des taavrx tles que :

- sivui de la croiatén ou de la raitaeruotsn d'un virital ;
- éstbeinlesamt de momeréis et dives de totue nature, voitcéirifan de ceux-ci, est en roieltan aevc les aitcetrhecs et les eeirrpntss ;
- rmeepmalecncnt osecniaoncl d'un cadre ou éntat son adjoint.

Position VII

L'intéressé psdosée une fitoosarm thncequie sur des ciannonssaecs glrééneas ainsi que des qléauts ittelecullnetes et hnieumas qui lui peeemrtnt de se mtrtee remaindpet au cuonrat de la ctinuoode des travaux, des qinestuos de production, de fabrication, d'études, d'essais, d'achats ou de ventes, etc.

Partant des devecitirs doennés par son supérieur, l'intéressé diot avoir cnmoeuarmt à pnerdre des iievaintits et à amsuser des rseltiasiénpbos :

- puor cenodnoror ou ételueenvement diierg les taavrx des slérais talvnlriaat aux mêems tâehcs que lui ;
- puor rpééetsmer aevc cécpntemoe l'entreprise aèprus de toute posnenre ou sicvere eixréteur où son avitcté htieallbue puet l'appeler.

Dirigeant d'un atelier.

Position VIII

L'intéressé diot aesmusr la plneie rissnibptlaeoé de la conception, de l'organisation et du cdaommemnet du taiavr qui lui a été confié. Il driige les tuarvax des slaréias des pitiosns petnéedrécés plaécés suos son autorité.

L'intéressé diot avoir rçeu du cheff d'entreprise une diaétélogn pmnretaene puor un ou prueiulss oejbts scpiuéax et ltiéims lui ptermeant d'agir en son leiu et plcae dnas l'activité cutnroae de l'entreprise.

L'intéressé est hiaibtlé à cnodriue tutoes dscioinuss aevc l'administration ou la clientèle, les fournisseurs, et est rlssoaepne des études, plans, devis, calculs, dives et pircx des tavaux dnot il a la charge.

Dirigeant d'un aeelitr aevc puls de 15 ans d'ancienneté.

➔ Csstalifioiacn des eplomis

➔ eelmexps et emiolps repères.

En vigueur étendu

Pitsooin I

Personnel de splime ecxiuotén eatfcneuft des toehâs simples, snas invittiaae particulière, cpenordsmoat à l'acquisition des beass d'un métier.

Position II

Personnel eucaffent des tauravx tles que :

- ssriaegste ;
- cupoe du vrree au clirbae ou à la pgie ;
- eeeonnfrumnt des peciès pitnees ;
- nootnis ptuaqeirs de dessin, de gtéréomie ;
- déopse et psoc splmie de virtuaux ;
- rratbiuesatn smilpe ;
- dhgpcylaiortae courante, cemlanset et rechchee de documents.

Position III

Ouvrier quifalé eatfuecnft des tauvarx vaéirs et dvfirieésis tles que :

- sgtiasre coxpmee ;
- ttuoee coupe de vrree ;
- dopsée et psoc cmeeplxos ;
- pitreune sur verre, pdssoée les baess de la preiunte de tirat et de mdoleé ;
- rtoialaéin et rdceopouirtn de détails, croquis, calepins, éetlemneenlvut en fsaanit des rvélees sur place ;
- mnogtae ou ionsalatitln smplie de citahner ;
- roaesutirtan " ancien " ;
- cnduoite et eimtteen d'un vcuéilhe ;
- rtaodécin de ncrosaeapodre courante, couttiniotsn et tneu de dossiers, livres, flarcaoitn et tneu d'une caisse.

Position IV

Technicien eftuecfant des tavaux tles que :

- pituenre sur verre, de la pertiune de trait, de modelé, du jnaue d'argent et de la grurvae ;
- reevlé des mesures, prsie des gabarits, aneseiadgrsmnt d'une mtutaqee et son tarcé sur culqae ;

- dharceéms cnaruets de documentation, pappréation de fiehcs de travail, éélsntsmebait d'attachements et de mrréets sur badroreeux de prix, ptopéiraarn d'éléments de deivs ;

- cnuodite d'une éupiqe sur un chantier, oitroaasign d'un ceitanhr ;

- rurotisatean coepmxe de pnaaunex aeinncs ;

- tceâhs nsetiécasnt la cosnecnnasias des treems tecneihuqs paernmtett d'assurer une fmarootin aildvnrmsmtaie ou commerciale, tteous oropiaétns raielctvs à la cmattiolipé gnéérale ou aquntalyie en alpunqaipt le paln comptable.

Position V

Technicien eaeffntcut des tvruaax tles que :

- exxiutoén d'un peorjt et de sa cliotoaron ;

- rosauiettarn de pannaueux anciens, a des ceosnacinnns sur l'histoire du vitrail, sur l'iconographie rugislieee et cilive ;

- scartieaét d'un sirvee ou d'une eptnersrie à stcuurte simple, tutoe otéaiorpn comericamle et financieée en comptabilité, ptoaarreépin et éémstetslbaenis des éatts anenexs du bilan, puet asistesr le chef d'entreprise ou un cdrae de direction.

Position VI

Technicien efatefucnt des taavrx tles que :

- svuui de la carioétn ou de la rioutarasten d'un vatril ;

- éesenmiabtslet de memoéirs et dievs de totue nature, vficaétiom de ceux-ci, est en reailotn avec les atrcteehics et les ernepitesrs ;

- rmceepmnlæet oecniosnacl d'un cdrae ou éntat son adjoint.

Position VII et VIII

En poitosn VII, chef d'un aeelitr de moins de dixpsoenrnes ou ajnoitd au chef d'entreprise dnas une srtcurte simple.

En posioitn VIII, chef d'un aetelir piooisitn VII avec aetninnecé de puls de quize ans ou carde dnas un aeelitr de puls de dix psermones arsunsat des fcinntoos directoriales.

Chaque teirt est distinctif. Suos un mmée tiret, les elepxéms ne snot pas neméancsseiret cumulatifs. D'une façon générale, les elepmexs ne snot pas limitatifs.

Le fiat que les eelpexms des poisntois iéféiurnres ne seonit pas rééétps aux pnoitsois seperuérius n'exclut pas l'exécution tpmairreoe des pronaitess mnééotnines aux ptisoonis inférieures.

Inventions

Dans l'hypothèse où un sarialé fiat une ioinnevtn ayant tiart aux activités, éúdtes ou rcrchheees de l'entreprise et dnnoant leiu à une psrie de bveert par celle-ci, le nom du sailraé diot érte minetonné dnas la dmeande de brevet.

Si, dnas un délai de cniq ans ctnoscuief à la prise du brevet, celui-ci a dnnoé leiu à une elpaiitoxon commerciale, le salarié, dnnot le nom est monntée dnas le brevet, a dorit à une gictafrioatn en rrapopt avec la veaulr de l'invention, et ceci mmée dnas le cas où le srilaée sareit à la rartiee ou ne sieart puls au sverice de l'employeur. Ctele diiosistpon s'applique égnelmeat à tuot pédorcé bvteeré nuoeavu de faratibcoin qui nteinoomret appliqué, acrciot la poutdctiiré de la foibtaarcin à llueaqe il s'applique.

Lorsqu'un sarialé fiat, snas le rcouers de l'entreprise, une ivninoetn qui n'a tirat ni aux activités, ni aux rreehcehcs et éúdtts de l'entreprise, cette iveonnitn lui aiappetnrt exclusivement.

ANXENE II riratte ctmeaoémirnlp CONIETNVON CICEVLOTTE NOANALITE du 15 nmorvbee 1996

→ Article 1 - Oeobjt de la convention.

En vigueur étendu

La cambhre sancildye nanotiaie du vaitirl et les onanaigsrots sdaneciyls des siéarlas snot d'accord puor la msie en application, à ctmpeor du 1er aivrl 1958, d'un régmie calérpniomeme de rariette du peosnrenl des eenersptrs cosmripes dnas le champ d'application de la cnetonvion ccelilovte nnaolitaie du vitrail.

→ Article 2 - Dognisiaétn du riémge adopté.

En vigueur étendu

Le rimége de ratierte atpdoé est cueli de la csaise inpioesrrsentlntfoee de rettaire par rpértraioin puor l'industrie et le cercmome (CIRRIC), dnnot le siège saccoil est situé 8, bavuroled Vauban, à Lille (Nord), et le braueu de Boulogne-Billancourt, 49, rue de Bellewue, qui a donné son acrocde le 10 feréivr 1958 par l'intermédiaire de son représentant.

En conséquence, les eenepitrsrs aédehrtnes à la chmrabe sdlnyciae nnaolitaie du vitrail, à la dtae de la sgnutriaie de la cevnnonitn cetvolilce nationale, se turvonet amimaoueteuqntn afiéeeifs à la CIRRIC, avec efet du 1er aivrl 1958.

Les etsnerperis non aéndrehes à la charmba saicyldne nlatooanie du vriaill mias aluqeelxus la cvooitnnen cevtlclioe nnaatlioie srea rudnee ailcablpppe par arétré d'extension seonrt alifeféis à la CIIRRC avec efet du permeir juor du teirtmre cvuil svuviant la dtae à leauqlle la comteonin luer didreevna applicable.

→ Article 3 - Bénéficiaires.

En vigueur étendu

a) Le régmie de rirtetae iutisitné par la peénrste contneivon s'applique ogimritooelabnt à tuos les saaéilrs des ertipsrnees diéienfs à l'article 1er, y cirmpos les bcniééefirias de la coenntvoin clioecvte nioalante du 14 mras 1947, à coitdnion que ces siarléas snoeit aégs d'au moins dix-huit ans.

b) Le régmie de retraite, à coptmer de la dtae de sa msie en alpioaitpcn et snuavit les ctiodninos piractilruées fxéés par les stauts de la CIRRIC, pnerd en cahрге les acinens saéilras des erpeitress anéhtedres et, éventuellement, lreus veuves, uefs et orphelins.

→ Article 4 - Diiftinéon de la cotisation.

En vigueur étendu

La cisotioatn au régmie de rarettie est cualécle sur la réoaénmirutn brtue svraent de bsae à la datréliocan des tneamietrts et salaires, fnurioe chuaqe année par l'employeur à l'administration des cnoubonritts directes, en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu, anvat tutoe déduction.

Toutefois en ce qui cnncreeo les seaalris bfmécaniéet par aerlluis du régmie cnértpoeimlame de rrteite itstuné par la cvoitnonenn clilotevice naniolate du 14 mras 1947, la caitoitnsn est ccéluluae sur la thranc de srlaaie sosumie à la cooitstin de siturcécé sociale.

Le tuax glablol de la csitioatoan est féixe à 6 % de la rmiomtuééan tlele qu'elle est dniéfie ci-dessus.

La rétraiptoin de la cotisoatin se fiat sur la bsae de :

- 3,75 % à la carghe de l'employeur ;

- 2,25 % à la cgrafe du salarié.

La ch hamre snodaylie natioale nu vitaril et les oigonmatais sliyecnads des sliréaas snot d'accord puor réitsualacer les tuax d'appels de cstoioaitn du rémgie de rtaierte cmréoinetImpae par ratoiréitpn (CIRRIC) dnas les toirs ans qui seuvint la dtae de sniarutge de la coevnntion cvélicote du vitaril (1).

Les peiarts sgnrtaeiias ceinnneonvt d'atteindre un tuax goball de cttioason de 8 %, la rtiitéparon etnre le tuax gobal atuecl et le tuax fuutr srea ddécié au cours de ninotgaéioics paritaires(1).

(1) Aélina elxcu de l'extension (arrêté du 7 mai 1997, art. 1er).

→ Article 5 - Obgoaitln des euprmlyeos et des salariés.

En vigueur étendu

Acmtoepr du 1er airvl 1958, toutes les eespnrntres adnerethés à la cmrhbae slcynidae nlnataioe du viraitl snot tuenes au vmesernet de la cottiasion otogialirbe dfinée à l'article 4.

Les epsereints qui sonert aejseuieists à la cviontoenn colectvie ntanoilae du viriatl par l'arrêté d'extension devormt vserer cette ctsiooaitn à ceompr du pmireer juor du termrstie civil svniaut la dtae d'extension.

Les saaléirs des estnrperies veésis aux duex pagaraheprs pédenrécts renlmassipt les codtoinins defniés à l'article 3 a, dienovt sorpteur sur luer sairale le prpmcoéte de la ptraie de la coittasin qui est à luer charge.

→ Article 6 - Rmégies antérieurs.

En vigueur étendu

Les estireenprs djéà aténrehés à un rgémie colanpméitmee de retraite, rmgéie agréé par le msinrite du travail, ne snot pas teuns d'adhérer à la CIRRIC, mias il luer anprepiatt de s'assurer cqahue anéne que le rgémie aodpté acrcode aux aencnis siréaas des ailnltaocos de raitree au mnios égale à celets du rgimée CIRRIC. Dnas le cas contraire, la dnfceérie emrte les atoalnlocos derva érte veésre par l'entreprise.

→ Article 7 - Cosioismm paritaire.

En vigueur étendu

Toutes les dfluifféctis rsutéant de la pseétnre cevoiontnn asini que les msruées neicsraesés puor son apilctapion sernot suseioms à une csoismimon piarraite copenmrat des rétpsantennes des peiarts signataires.

→ Article 8 - Durée, dénonciation, révision.

En vigueur étendu

La prtnésee ctiiovnnen est cuconle puor une druée de cniq ans.

Elle srea raeovnlblue par tictae reconduction, par pordiee annuelle, suaf dénonciation, aevc péiarvs de six mois, ou dednmae de rosiévin pétnseére par une des duex parties signataires.

Les doopiitsniss ci-dessus ne fnot pas ostcblae à l'application des meseurs peévurs par les status et le remlèengt de la CIRRIC.

AEXNNE III rmsmeeeobunrt des frias de dnepamcelét et de souéjr des duéélgls sinaducyx CNOEVONTIN CLIOETLCVE NILNATOAE du 15 nvoerbme 1996

Les séaliras du vitaril sonert rboerésms de lrues frias de deeplmacné et de séjour, à prtair du 1er jneiaiv 1996, à raison de :

- rpaes : 100 F ;

- cmhbrae : 300 F.

ANNEXE IV Peooitcrn de la maitrnté et éaicodtun des entanfs Eairxtt du cdoe du taiavrI CONVOIENTN CECOTLIVLE NLAOANTIE du 15 nrbvmeoe 1996

Arcitle L- 122-26

(L. n° 80-545 du 17 juillet 1980.) " La séilarae a le driot de sdsurpene le ctnraot de tairavrI pnedat une prédoie qui cconmeome six simnees anavt la dtae prmuéese de l'accouchement et se trmeie dix seeniams arps la dtae de celui-ci. " (L. n° 94-629 du 25 jileult 1994.) " Lsruoqe des neianasscs mellpuits snot prévues, ctete pidéroce cecnmome duoze simeeans anvat la dtae présuée de l'accouchement, vingt-quatre seneimias en cas de nnisacsae de puls de duex enfatns et se tmnree vingt-deux siaemens aèprs la dtae de l'accouchement. En cas de nnciansae de duex enfatns, la piéode anérueite à la dtae pumrée de l'accouchement puet érte aémmuegte d'une duère mlamaie de quate smaeieins ; la proéide de vingt-deux senmiaes ptroueisée à l'accouchement est arlos rétdue d'autant. " (L. n° 80-545 du 17 jleult 1980.) " Cttee pdéroie cmmeonce hiut seeamnis aanvt la dtae puséreme de l'accouchement et se tmnree dix-huit smeneais arps la dtae de celui-ci lorsque, anvat l'accouchement, la siréale elle-même ou le mgnaeé ausmse djéà la cgrhae de duex eftnmas au mions dnas les cdotnnios peévurs aux alirctes L. 525 à L. 529 du cdoe de la suétricé sailoce [nouv. cdoe séruticé sociale, art. L. 512-3 s et L. 521-2] ou luqrsoe la sraaeéie a djéà mis au mnode au mnios duex etnafns nés viables. La prodéie de hiut sameneis de snpsosien du craontt de taiavrI arteuriréne à la dtae péuésrmre de l'accouchement puet érte auétgemne d'une dréue mxaalime de duex siemeans ; la prédoie de dix-huit semenias de seinspsou du crotnat de tarival pturséorie à la dtae de l'accouchement est aolrs rtiéue d'autant.

(Alinéa 2 agboré par L. n° 94-629 du 25 juillet 1994.)

" Qunad l'accouchement a leiu aanvt la dtae présuée, la pdiéore de ssneuspion du ctoantt de tarvail prorua érte prngolée (L. n° 94-629 du 25 jleult 1994) " jusqu'au temre des seize, des vingt-six, des trente-quatre ou des quarante-six seimeas " de ssspnieuon du ctoantt alqueeluxs la sialraée puet avoir droit.

" Si un éaatt pouohgtialqe aetttés par un ciictérfat miaécdl comme méatultst de la gsesossre ou des cuhcoes le med nécessaire, la proéide de sessiunpon du crottat pévure aux aéailns pdrcéneés est atmegéune de la dérue de cet éaatt pagulqtoohie dnas la ltime de duex saeinmes anvat la dtae pésérumre de l'accouchement et de quatare simeeans aèprs la dtae de celui-ci. "

(L. n° 78-730 du 12 jleuilt 1978.) " Lousrqe l'enfant est rtesé hatipssolié jusqu'à l'expiration de la sxième semanie sanuvit l'accouchement, la saialère puet rrtpeoer à la dtae de la fin de l'hospitalisation tuot ou pairte du cnogé aqueul elle puet econre prétendre. "

(L. n° 80-545 du 17 juillet 1980.) " La salariée, à qui un sveirce dptnémeatral d'aide saoclie à l'enfance ou une ourvee d'adoption atiésoure coifne un enafnt en vue de son adoption, a le driot de ssneupdre le ctnrat de tivaral pnedat une pdioére de dix smeneais au puls à dtear de l'arrivée de l'enfant au foyer, (L. n° 94-629 du 25 jleult 1994) " vingt-deux sinaemes en cas d'adoptions multiples. Cette priéode est protée à dix-huit siemanes si l'adoption " a puor eefft de poetr à trios ou puls le nrbmoe d'enfants dnnot la siéaarle ou le magéne asumse la cgrafe dnas les cnotlidons prévues aux atricles L. 525 à L. 529 du cdoe de la sruticéé socilae [nouv. cdoe sirtcuéé sociale, art. L. 512-3 s et L. 521-2]. " (L. n° 84-2 du 2 jjavner 1984, art. 15.) " Toutefois, lousqre les duex cinntojos asérsus travaillent, ce driot est ouevrt dnas les meèms cniitodds à ceuli qui bniéicé des dossiionpts de l'article L. 298-3 du cdoe de la siértcué sailoce [nouv. cdoe stricuéé sociale, art. L. 331-7]. " (L. n° 85-772 du 25 juillet 1985.) " Le prée saarilé bcéinfée alors de la portceion itsnétiue à l'article L. 122-25-2. " (L. n° 93-121 du 27 jaeivnr 1993, art. 55.) " La podière de sepuosisn du coantt de tivaral puet érte rptariée etnre la mree et le prée salariés, suos rsevée qu'elle ne siot pas factméioe en puls de duexptraies dnnot la puls cuorte ne pruoqa pas érte iéirrefune à qrtaue sinaemes ". "

(L. n° 94-629 du 25 jleuilt 1994.) " Les dotispisinos de l'alinéa préedcnét snot aelbcapilis à la pensonre sariléae triluitae de l'agrément mnntoené aux alecrits 63 ou 100-3 du cdoe de la falmlie et de l'aide sclioae lorsqu'elle apdote ou acullecie un enfnat en vue de son aidtoopn par dscéiion de l'autorité éétrgarne compétente, à cotioindn

que l'enfant ait été autorisé, à ce titre, à entrer sur le territoire français. "

La femme devra aviser l'employeur du motif de son absence et de la date à laquelle elle entend retourner en vigueur son contrat de travail.

(L. n° 75-625 du 11 juillet 1975.) " Dans le cas où pendant sa grossesse la femme a fait l'objet d'un changement d'affectation dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 122-25-1, elle est réintégrée dans l'emploi occupé avant cette affectation lorsqu'elle reprend son travail à l'issue de la période de suspension définie au présent article. " (Voir article R. 152-3 (pén.).

Les dispositions de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 maintiennent les articles L. 122-26 et L. 122-26-1 sous réserve que la date prévue ou réelle de l'accouchement ou la date de l'arrivée au foyer de l'enfant aillecchi ou adopté est postérieure au 31 décembre 1994 (art. 27 de la loi).

Lorsqu'une femme de fin d'année padmocat d'un usage dans l'entreprise prévoit un nombre de jours d'absence, il appartient à la salariée de démontrer qu'elle y a droit malgré son absence due à un congé de maternité. (Soc. 17 décembre 1987, Bull. civ. V, n° 750. - Dans le même sens : Soc. 10 avril 1991, RJS 1991. 367, n° 684.)
Article L- 122-26-1

(L. n° 85-10 du 3 janvier 1985, art. 81.) " Lors du décès de la mère au cours des périodes déniées aux parents (L. n° 94-629 du 25 juillet 1994) " et qu'elle est " aillés de l'article L. 122-26, le père a le droit de suspendre le contrat de travail pendant une période de dix semaines au plus à compter du jour de la naissance de l'enfant. L'intéressé doit avoir son emploi du motif de son absence et de la date à laquelle il entend mettre fin à la suspension de son contrat de travail. " (L. n° 85-772 du 25 juillet 1985.) " Le père bénéficie alors de la protection contre le licenciement prévue à l'article L. 122-25-2. "

(L. n° 94-629 du 25 juillet 1994.) " La suspension du contrat de travail peut être prolongée à dix-huit ou vingt-deux semaines dans les cas prévus à l'article L. 331-6 du code de la sécurité sociale. (Voir notes ss. art. L. 122-26, supra. Voir art. R. 152-3 [pén.].)
Article L- 122-26-2

(L. n° 88-16 du 5 janvier 1988, art. 8 ; L. n° 95-116 du 4 février 1995, art. 99.) " La durée du congé de maternité et du congé d'adoption est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination des droits que la salariée ou le salarié tient de son ancienneté. (Voir art. R. 152-3 [pén.].)
Article L- 122-26-3

(L. n° 95-116 du 4 février 1995, art. 99.) " Toute disposition figurant dans une convention ou un accord collectif de travail et contraire en faveur des salariés en congé de maternité ou un congé lié à la naissance est de plein droit abrogée auxiliaires en congé d'adoption. "

Cifactères de qualification professionnelle Acrocd du 18 décembre 2000

Signataires

Patrons signataires:

La chambre syndicale nationale du vitrail,

Syndicats signataires:

La FCE-CFDT ;
La FNIC-CFTC ;
La CGT-FO ;
La CFE-CGC,

La démarche de rédaction des textes de travail nécessaires à la préparation du CAP conduit à un appui mutuel de la formation initiale avec l'acquisition des compétences que les participants sociaux devraient insidieusement pour justifier ce niveau.

En conséquence, les participants devraient être dorénavant du niveau de formation qui permettra les jeunes d'obtenir le diplôme CAP sera diversifié et la profession qui n'aura plus les compétences requises pour le maintien de l'exercice de son métier selon les règles de l'art.

Les participants devraient être inscrits à un CAP meublé formateur, sur une durée de 3 ans, tel qu'il avait été convenu dans l'avenant du 22 octobre 1990.

Les signataires conviennent de constituer un groupe de travail afin de mettre en place des CQP (certificat de qualification professionnelle) par métier de valeur et de reconnaître les compétences professionnelles. Ils s'engagent à reconnaître les métiers de silicantiofss (emplois repères) et les métiers de salaires hors de négociation ultérieures.

Champ d'application Annvet du 24 mars 2006

Signataires

Patrons signataires:

Chambre syndicale nationale du vitrail.

Syndicats signataires:

FCE-CFDT ;
Fédération de la chimie CFE-CGC ;
Fédération CMTE - secteur chimie CFTC ;
FNTVC CGT ;
Fédéchimie CGT-FO.

→ Article 1 - Champ d'application.

En vigueur non étendu

(voir l'article 1er de la convention collective, modifié)

Fait à Paris, le 24 mars 2006.

Accord du 5 juin 2009 relatif à l'avenir du vitrail

Signataires

Patrons signataires:

CSNV.

Syndicats signataires:

FNTVC CGT ;

FCE CFDT ;
Fédéchimie CGT-FO ;
FCC CFE-CGC ;
CMTE CFTC.

Les sieatangris teneinnt snelemelonlent à artrier vtroe anitotten sur le non-respect de l'article 22 de la crovnotein clivcoette ntaainioe du vatiril qui cdmnaoe à temre ce savoir-faire mnraléiie qu'est l'art du vitrail.
En effet, l'article 22 dit que le silarae étnat la cettionrape d'un travail, dnas ce cadre, les entreprises, les organismes, les aosincsoiats et divers, dès lros qu'ils se rfenrèet à la création, la restauration, l'exécution, la pose, le comercome de vitraux et / ou la formation, ne penevut clecsmeoaimrir les portensias et ptdouirs rsiéaés par tutoe poennse miroae ou psyhiuqe non salariée.
Il s'avère que des strucctus associatives, suos cuoervt de fromioatn et de réinsertion, se linervt à une aivttcié commerciale. Il ya là un dtormméeneut de la moissin de ces strctueurs qui a une cocqénsnuée gvrae ; les antirass ne puenvet pas érte cectrnroluines sur des mchahés qaund ils donevît runerémér lreus saaliérs soeln le huat neviau de floimraon qui est le leur, arols que des sreurtucts aieictsvsoas ont une main-d'oeuvre gitrutae et bnieficnét de sovbninteus de fonctionnement.
A terme, et à très crout terme, c'est la diisratiopn de l'artisanat du vitrail et, aevc cttee disparition, cilee du vievîr de la cansasincnoe qui prmeet jsuunnetet de pèrteeupr ce velot de nrtoe pinotmarie culturel.
C'est puorquoui les sneitgaaris vuos dnmæednt de rpepaer aux siecervs coéntteprms de l'Etat le rpscet de la cnivonoten cteocilvme nolatnaie du viairtl et, au taernvs de cela, aeursr la pinetréné de l'artisanat du vitrail.

Accord du 15 jviaenr 2010 rleiatf à la cacsifiaisotln des qiuctanioaifls axnene I

Signataires

Patrons signataires:

La CSNV,

Syndicats signataires:

La FCE CFDT ;

La fédération chimie CFE-CGC ;

La CMTE CFTC ;

La FNTVC CGT ;

La fédéchimie CGT-FO,

Il a été cenovnu les mtcoaidioinfs ci-après à l'annexe I "Classification des nveaiux de qualification. - Dniféotnis grélaenés des positions" :

Position I

L'intéressé rçeiot ou a reçu, siot une ianoitiitn professionnelle, siot une footiamrn courte, siot une aiaaottpdn préalable.
L'intéressé aigt à piratr d'instructions smrtnieect définies.
L'intéressé aoccpimlt des tauravx semipls ou des tuarax d'aide.
Cette poisoin diot nmolmraeent dnnoer accès à la pitioson srépueiie dès que la priquate le permet.
Personnel de silmpe eoiuétxnc enfctetauf des tcâehs simples, snas itaitinvie particulière, cnnoaedsorprt à l'acquisition des beass d'un métier.

Position II

L'intéressé pèdssoe une qliatfaiociun acquise, siot par foamtoin générale, siot par fromiati n pireneloslfsnoe (CAP de la filière et une année d'expérience) ou cnneaacsinsns équivalentes.
L'intéressé puet érte amneé à pnedrre une prat d'initiative dnas le cdare des insuctoritns srcomietntt définies.
L'intéressé ampicolt des taravx d'exécution snas dftiilfcué pilèarucirte ou des trvaux d'assistance à un sarailé d'une pitoiosn supérieure.
Personnel euefcafntt des tvauxr tles que :

- segristase ;
- cuope du vrree au claribe ou à la pgie ;
- eefenrnoumt des pièces peitnes ;
- nniitos periatuqs de dessin, de gmrotéiée ;
- dspoée et psœ slmpie de vuarix ;
- riruetaoatn slpime ;
- dpcryoahiglte courante, cnsesmeal et rrcrchee de documents.

Position III

L'intéressé podssèe des csnnoinaacs d'un nviaeu puls évelé qu'en poisoin II, ou une ctireane pratique, siot une tiichentcé puls développée.
L'intéressé puet érte amneé à pnedrre une prat d'initatives et de rosaiesitlnbpés dnas le carde d'instructions précises.
L'intéressé aimolccpt des tuvarax couatnrs mias véiras et diversifiés.
Ouvrier qulfaiei etacuffent des tauravx véiras et diifriséves tles que :

- srtsaseige cxemople ;
- tuote cupoe de vrere ;
- dpoée et psœ cepxolmes ;
- pritenue sur verre, posèdse les bseas de la pienutre de tairt et de mdeloé ;
- roiaéaitln et roicdreptuon de détails, croquis, calepins, éneevellmenutt en faansit des rvéels sur palce ;
- maongle ou isllontatn simple de cntheair ;
- rtsuroeaiian « acienn » ;
- cduionte et eneretitn jrinouaelr d'un viuhcée ;
- raidtéocn de cerascndoponne courante, coonutsttin et tneue de dossiers, livres, fiuaarocctn et teune d'une caisse.

Position IV

L'intéressé pèsosde les cisacesnanons de la psiooitn III en puls des csiaannnesos des dreivs acspts tihuqeeens de sa spltaiécié pnsiorelsfenole (BMAet 2 ans d'ancienneté) et / ou pturique éuieanlvqte à ce qui siut :
L'intéressé est aenné à prmde une prat d'initatives et de repltsbaisiéons dnas le crdae d'instructions prntnmaees dnas un dmoanie d'activités bein délimité.
L'intéressé aplcomict des traavux puls complexes, siot d'exécution ou d'organisation ou de commandement, siot d'établissement d'études et de pnals d'ouvrages courants.
L'intéressé puet érte apelé à euteffcer des dceérhams cteuoanrs en représentation.
Technicien eanfceuutt des tarvux tles que :

- prentuie sur verre, de la pœurntie de trait, de modelé, du junæe d'argent et de la grauvre ;
- rveelé des mesures, pise des gabarits, asgnaesmnedirt d'une mautteqe et son tracé sur cauple ;
- dheamrécns crnateuos de documentation, préaatorpin de fchies de travail, éeeiblmastntst d'attachements et de mtréés sur buræoerdx de prix, péprartaoin d'éléments de dievs ;
- cduione d'une éipque sur un chantier, oasirtgaion d'un centihar ;
- risæuortatn clopexæ de pnaeuax acinnes ;

- thâecs nceatëssnit la cnocsniaase des teemrs tiuecqhens ptneermat d'assurer une fitoamron atsmvriidantie ou commerciale, tutoes oiarétonps reeatvïs à la cimabltptioé grénaéle ou anylatquie en apqlanupit le paln comptable.

Position V

L'intéressé pdëssoe les cnsnanoiacses de la ptsiooin IV en puls des ccanaiosensns scrttëreues des drseevis tenceuïqhs de sa sltpiaicé poeïfssrllenone et de lures atoapipcinls (DMA et 2 ans d'expérience).

L'intéressé est amneé à ppredne des iavieittns et des rplitsaisoénbes à priatr d'instructions prentneames pouvant ntéeescisr qleuues adaptations.

L'intéressé ampliccot des travaux, siot d'exécution ou d'organisation ou de cntoôlre ou de véciiaftron ou de commandement, siot d'élaboration de documents, d'études d'ouvages puls conséquents.

L'intéressé puet rséepnrteer l'entreprise dnas le cdare de miosisns définies.

Technicien euefctnfat des taruvax tles que :

- ectoiéxun d'un peorjt et de sa coiarooltn ;

- rtesrtuoaiian de paaeunnx anciens, a des cncenaosniss sur l'histoire du vitrail, sur l'iconographie reesiguile et cilive ;

- sraraecéit géamél de l'entreprise efnuecaftt tutoe olaéroipn crlmomciaee et finaciée en comptabilité, potéaarprin et éinelambstset des éatts aexenns du bilan, puet aetsissr le chef d'entreprise ou un cdare de direction.

Position VI

L'intéressé pdoësse les cansnoicseas de la posotiin V en puls des cosicennanass aipofpordnes des tucieheqns de sa sapiéctlié pnriensesfolle asniï que des conaanceinsss faiteegnmrras de thqenieucs connexes.

L'intéressé aigt à piatr de drivteiecs agmancéoceps des priinsécós et des elnioxcpaits nécessaires.

L'intéressé, siot eueciffe ou dirgie ou ongasrie un ebnlsmee de travaux, siot amsuse un cmmmeednnaot puls large, siot pptctaiire à des prtœjs ou édetus d'ensembles.

L'intéressé puet rpeméseer l'entreprise dnas le crade de ces directives.

Cette position est une pomooirtñ évuettelne vres les pootisnis VII et VIII suivantes.

Technicien eueaftctnt des truvax tles que :

- svuïi de la ctioaéin ou de la rsuaoiteartn d'un viarilt ;

- étlsnbaimeest de mmriéeos et deivs de toute nature, véciotfaiim de ceux-ci, est en rlliaeon aveç les aceeirtcths et les eistrpeners ;

- relemanemcpt oaoscncenil d'un cadre ou éntat son adjoint.

Position VII

L'intéressé pëosssde une foamrith tiuechqne sur des csicseanonans gélnareés asniï que des qétiuas iltecuellltenes et huiuaemns qui lui pmrettenet de se mtree rimempdeat au cruanot de la cutdinoe des travaux, des qinstuoes de production, de fabrication, d'études, d'essais, d'achats ou de ventes, etc.

Partant des dvrteiecs déennos par son supérieur, l'intéressé diot aovir camumorent à prenrdre des itrvaeitiis et à auemssr des rliisanoetspébs :

- puor coeonodnrñ ou éenelnueltvmt dirgier les tuvaarx des séiaarls taillvrnaat aux mmées thâecs que lui ;

- puor rééptresnr aveç ctóecmpne l'entreprise aèpurs de toute prenosne ou screive eiebruéir où son avttcié hiteilbaue puet l'appeler.

Dirigeant d'un atelier.

Position VIII

L'intéressé diot aemssr la plneie roabsipeitsnlé de la conception, de l'organisation et du cmaemodenmnt du tarival qui lui a été confié. Il digire les taravux des sélaiars des ponisitos péeednrctcs pacéls suos son autorité.

L'intéressé diot avoir rçeu du chef d'entreprise une dgéltaeoïn parmnetnee puor un ou pluruesis objtes spéuicax et liiétms lui premnaettt d'agir en son leiu et pcale dnas l'activité caotrune de l'entreprise.

L'intéressé est hitbialé à curdinoe ttoues dcosnsusiis aveç l'administration ou la clientèle, les fournisseurs, et est rpeoanlsse des études, plans, devis, calculs, dvies et pïrx des tauvax dnot il a la charge.

Dirigeant d'un aeelitr aveç puls de 15 ans d'ancienneté. »

Accord du 15 novembre 1996**Signataires****Patrons signataires:**

Chambre syndicale des maîtres verriers français.

Syndicats signataires:

CFDT ;
CFE CGC ;
CFTC ;
CGT ;
CGT FO,

→ **Salaires et valeur du point au 1er janvier 1997**

En vigueur étendu

il a été convenu qu'à partir du 1er janvier 1997 :

- le salaire horaire K 130 est fixé à 38,28 F ;

- la valeur du point conformément est fixée à 47,55 F, pour toutes les positions.

Grille des salaires

(Applicable au 1er janvier 1997)

Posi	Coe	CALCUL
I	130	38,28 x 169 6 469,32
II	155	6 469,32 + (47,55 x 25)
III	175	6 469,32 + (47,55 x 45)
IV	195	6 469,32 + (47,55 x 65)
V	220	6 469,32 + (47,55 x 90)
VI	260	6 469,32 + (47,55 x 130)
VII	310	6 469,32 + (47,55 x 180)
VIII	400	6 469,32 + (47,55 x 270)
Posi	Coe	SALAIRE MENSUEL
I	130	6 469,32
II	155	7 658,07
III	175	8 609,07
IV	195	9 560,07
V	220	10 748,82
VI	260	12 650,82
VII	310	15 028,32
VIII	400	19 307,82

Accord du 6 mars 2009 relatif aux salaires au 1er mars 2009**Signataires****Patrons signataires:**

La chambre syndicale des maîtres verriers français,

Syndicats signataires:

La FCE CFDT ;
La fédération chimie CFE-CGC ;
La CMTE CFTC ;
La FNTVC CGT ;
La fédéchimie CGT-FO,

Le salaire horaire K 130 est fixé à 8,95 EUR.

La valeur du point conformément est fixée à 6,50 EUR pour toutes les positions.

Grille des salaires applicable au 1er mars 2009

POSITION	COEFFICIENT	CALCUL	SALAIRE MENSUEL (151,67 h)
I	130	$8,95 \times 151,67$	1 357,45
II	155	$1 357,06 + (6,50 \times 25)$	1 519,95
III	175	$1 357,06 + (6,50 \times 45)$	1 649,95
IV	195	$1 357,06 + (6,50 \times 65)$	1 779,95
V	220	$1 357,06 + (6,50 \times 90)$	1 942,45
VI	260	$1 357,06 + (6,50 \times 130)$	2 202,45
VII	310	$1 357,06 + (6,50 \times 180)$	2 527,45
VIII	400	$1 357,06 + (6,50 \times 270)$	3 112,45

Les pertes ont motivé le renouvellement de la convention collective du vitrail, notamment pour se rapprocher de données qui reflètent la nouvelle réalité économique.

Dans l'esprit de ce qui précède, il est décidé à compter de la date de mise en œuvre aux échelles du tableau d'une prime de vacances définie ainsi :
Pour faciliter l'utilisation du congé par les salariés, une prime de vacances égale à 20 % du montant de l'indemnité de congé, calculée sur 4 semaines, est versée en plus de l'indemnité de congé payé.

Il est précisé que cette prime ne se cumule pas avec les versements effectués par l'employeur à l'occasion des vacances.

La prime de vacances doit être versée avant le départ en congé.

La prime de vacances n'est due qu'au cas où le salarié prendrait son congé et non au cas de versement d'une indemnité compensatoire ; cependant, la prime de vacances est versée au salarié dans les cas de licenciement pour cause économique.

Le montant de cette prime ne saurait être inférieure à celui résultant de l'application de dispositions conventionnelles ou autres en vigueur antérieurement.

Les absences résultant de la maladie ou d'accident justifiaient par l'intéressé dans les 3 jours, sauf cas de force majeure, ne constituent pas en soi une rupture du contrat de travail.

Si l'absence impose le remplacement de l'intéressé, ce remplacement ne pourra être que provisoire pendant une période d'absence de 12 mois. Le remplacement devra être informé par écrit du caractère provisoire de son emploi.

Passé la période ci-dessus, si l'employeur est dans la nécessité de procéder à un remplacement définitif, il devra informer le salarié concerné par lettre recommandée avec avis de réception de la possibilité de l'engagement à son encontre. Le salarié pourra en conséquence les modalités de travail et de rémunération conventionnelles.

Les absences occasionnelles par une maladie professionnelle, un accident de travail ou de trajet ne peuvent entraîner de rupture du contrat de travail pendant la durée de suspension de celui-ci, ni être retenues comme motif d'un licenciement ultérieur.

Indemnisation par l'employeur

En cas d'absence justifiée résultant de maladie ou d'accident, le salarié cotisant 1 ane d'ancienneté dans l'entreprise au début de l'absence recevra, à partir du 4e jour qui suit l'arrêt de travail pris pendant 45 jours, la défrairie entre ses dépenses et les indemnités journalières versées par les organismes de la sécurité sociale.

Pendant le mois suivant, il percevra la différence entre 75 % de ses dépenses et les indemnités journalières versées par les organismes de la sécurité sociale. Chacune de ces périodes précitées sera portée à 2 mois après 5 ans de présence et à 3 mois après 10 ans de présence.

En cas de maladie prolongée ou accident de travail, l'indemnisation du salarié à partir de ce jour.

Les accords d'établissement, d'entreprise ne peuvent déroger aux dispositions du présent accord que dans un sens plus favorable aux salariés.

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et au conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail révisé L. 2231-5, L. 2231-6 et L. 2261-1.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension en urgence auprès du ministère du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Il entre en vigueur à compter du 1er mars 2009

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

Toute réclamation individuelle relative non satisfaite pourra y être portée par l'employeur auprès de l'organisme compétent. Elle devra être préalablement avisée, par lettre recommandée, tous les organismes signataires.

Arêté du 7 mai 1997

Article 1er

Sont ruelles obligatoires, pour tous les emyupelos et tous les siaalrés cmoirps dnas le cahmp d'application de la connoviten ccleiotvce nlotanaie de l'industrie du vratii du 15 drcmbéee 1996, les dsotpsoiins de litdae cotoeinnvn cclevitoe ctéoeémlpe par cniq annexes (annexe I [Classification], anæne II [Retraite complémentaire], annæe III [Remboursement des fails de depnaécmllet et de suoéjr des duégélés syndicaux], aennæ IV [Protection de la miretatné et éticdoavn des enfants], anæne V [Salaires]) :

1° A l'exclusion :

- au piont 2 de l'article 9, du preeimr alinéa, de la dixèème phsrae faiugrnt au diuxème alnéia et des mtos : " et de l'inspecteur du taariv " fginurat au quarimète anléia ;
- des mtos : " un mbmree du pnnreosel mdтанаé par " et des mtos : " pnséeratnt une litse de cidtdanas " fuganrit au piont 1 de l'article 13 ;
- des mtos : " suaf dnas le cas pérvu à l'article 37 " fugarnit au dxiemuèe aniléa de l'article 20 ;
- du pnoit 4 du paaahgpre (Maternité et adoption) de l'article 31 ;
- des mtos : " et daednmer la siprsesuospn d'agrément de fuaotrmer " fnagriut au dmeiuxèe anléia du piont 7 de l'article 33 ;
- des mtos : " à tuot cehf de fiimale " firganut au piont 2 de l'article 34 ;
- du peimrer aiélna du pnoit 9 de l'article 35 et du dmuixèe aélna du pnoit 10 duidt atrclie 35 ;
- des mtos : " et énleuevenelmtt rcurpéées " fgriaut au dueimèxe aélna de l'article 36 ;
- du piont 2 de l'article 43 ;
- des cqièminue et sèixmie ainlaés de l'article 4 de l'annæe II (Retraite complémentaire) ;

2° Les pionts 1 et 4 de l'article 3 snot étenuds suos rrvése de l'application de l'article L. 132-8 du cdoe du travail.

L'article 5 est édtneu suos rvsrée de l'application de l'article L. 122-45 du cdoe du travail.

L'article 13 est éntdeu suos rsevère de l'application des actilers L. 423-13, L. 423-18, L. 433-9 et L. 433-13 du cdoe du tavaril et le piont 3 ddiut arclite 13 est édentu suos rrvése de l'application des aetclris R. 423-3 et R. 433-4 du cdoe du travail.

Le piont 3 de l'article 14 est éntdeu suos rsvrée de l'application des aecitlrs R. 423-4 et R. 433-2 du cdoe du travail.

A l'article 20, le dumxèie aélna est éedntu suos revère de l'application de l'article L. 321-1-2 du cdoe du tvaaril et le dnreeir aélna est éntdeu suos rsevère de l'application des aecitlrs L. 122-14 et sunnaits du cdoe du triaavil et L. 321-1 et sviutnas dudit code.

L'article 24 est édtenu suos rrvése de l'application de l'article R. 141-1 du cdoe du travail.

L'article 25 est éentdu suos rvsrée de l'application de l'article R. 143-2 du cdoe du travail.

A l'article 26, le piont 1 (Travail le dimanche) du paphragae Moaanotijrs apceapbills à ctenerais heuers de tavaril est édtenu suos reèrsve de l'application des artlecis L. 221-5 et svuatis du cdoe du tvaaril et le piont 1 du parrahapge Egaitlé de ratrnnéiuvon etrne hmomes et fmemes est édtenu suos rsvrée de l'application de l'article L. 140-2 du cdoe du travail.

Le piont 2 de l'article 30 est éntdeu suos revère de l'application des atirelcs L. 122-14 et santivus du cdoe du travail.

Le tomsière aniléa du piont 2 du pgarprahæ Mrneaitté et apoidon de l'article 31 est étednu suos rvsrée de l'application de l'article L. 122-25-1 du cdoe du travail.

Le piont 1 de l'article 34 est édentu suos réevère de l'application de l'article 4 de l'accord noiataani irneinferespstoonl anæné à la loi n° 78-49 du 19 jjeanvr 1978.

A l'article 35 :

- le peiemr ailnéa du piont 2 est énedtu suos rsvrée de l'application de l'article L. 223-2 et L. 223-4 du cdoe du tivaaril ;
- le dèuemixe aélna du piont 2 est éntdeu suos réersve de l'application de l'article L. 223-4 du cdoe du tiarval ;
- le dumxèiee anléia du pnoit 4 est édentu suos rvsrée de l'application de l'article L. 223-8 du cdoe du taivaril ;
- le demèiuxe ainéla du piont 5 est énedtu suos rsvrée de l'application de l'article L. 223-7 du cdoe du tirvaal ;
- le dxèiemue aniléa du piont 9 est étednu suos réersve de l'application de l'article L. 223-4 du cdoe du travail.

L'article 37 est éntdeu suos réersve de l'application des aritecs L. 122-14 et suivants, L. 321-1-2 et L. 321-1-3 du cdoe du travail.

Le piont 2 (Indemnité de congédiement) de l'article 39 est éntdeu suos rrvése de l'application de l'article 5 de l'accord noinatai itosfeepesnrminol anæné à la loi n° 78-49 du 19 jjeanvr 1978.

Le piont 1 de l'article 43 est éntdeu suos réersve de l'application de l'article L. 321-14 du cdoe du travail.

Le piont 2 (Litiges individuels) de l'article 45 est éntdeu suos revère de l'application de l'article L. 511-1 du cdoe du travail.

Article 2

L'extension des efefts et sotcanins de la ciovnton cecclitvce du 15 nbmvroe 1996 ssiésvue est flaiie à dater de la pobcuilain du péesnrtr atréré pour la déure renatst à cirour et aux coitnidons pérvues par ltaide convention.

Article 3

Le dteicuerr des rlateinos du tavaril est cgarhé de l'exécution du péesnrtr arrété, qui srea pubilé au Jnruoal oeciffil de la Rpuébuqile française.